

THESE

présentée à la Faculté de Pharmacie de l'Université
de Nancy, pour obtenir le titre de Docteur de
l'Université, de Nancy. Mention "Pharmacie"

par

M. Marcel-Pierre-Louis LOGÉAIS

Né à Paris, le 7 Novembre 1898

Contribution à l'histoire de la Pharmacie Militaire pendant la Campagne d'Italie (1792-1797)

Soutenue le 2 Juillet 1937
devant la Commission d'examens

MM. PASTUREAU *Président*

MEUNIER }
RICHARD } *Juges*

J. PEYRONNET & Cie, ÉDITEURS

7, Rue de Valois, PARIS-1^{er}

1937

THESE

Présentée à la Faculté de Pharmacie de l'Université
de Nancy, pour obtenir le titre de Docteur de
l'Université, de Nancy, Mention "Pharmacie"

par

M. Marcel-Pierre-Louis LOGEAIS

Né à Paris, le 7 Novembre 1898

Contribution à l'histoire de la Pharmacie Militaire pendant la Campagne d'Italie (1792-1797)

Soutenue le 2 Juillet 1937
devant la Commission d'examens

MM. PASTUREAU	<i>Président</i>
MEUNIER	} <i>Juges</i>
RICHARD	

J. PEYRONNET & Cie, ÉDITEURS
7, Rue de Valois, PARIS-1^{er}

1937



PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen :

M. PASTUREAU, O *, I O, †.

Assesseur :

M. LASSEUR, *, I O, O.

Professeurs :

MM. DOURIS, I O, O, †	Toxicologie.
PASTUREAU, O *, I O, † ..	Pharmacie chimique.
SEYOT, *, †, I O, O, †	Histoire naturelle.
LASSEUR, *, I O, O	Microbiologie.
N... ..	Matière médicale.
N... ..	Chimie organique.
N... ..	Pharmacie galénique.

Chargés de cours magistraux :

M. MEUNIER	Pharmacie galénique.
M ^{re} FRANÇOIS	Matière médicale.
M. KAYSER	Chimie Biologique.

Chargés de cours :

MM. VERNIER, I O	Zoologie.
CORDEBARD, †, I O	Analyse chimique.
DONZELOT	Physique. Chimie minérale
MARCHAL	Hydrologie.
RICHARD	Chimie organique.

Chefs de travaux :

MM. VERNIER, I O	Microbiologie, Parasitologie.
CORDEBARD, †, I O	Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ, O	Micrographie.
DONZELOT (chargé de trav.)	Physique.
RICHARD (chargé de travaux).	Pharmacie.
LASCEVE (chargé de travaux).	Chimie biologique. Toxicologie.

Secrétariat :

M. TRIBOLET, I O	Secrétaire.
------------------------	-------------

Doyens honoraires :

MM. BRUNTZ, O *, †, I O, O O, †, †	Recteur de l'Université de Nancy.
SEYOT, *, †, I O, O, †	Professeur d'Histoire naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRELOT, *, I O, O.	
BRUNTZ, O *, †, I O, O O, †, †.	

Agrégé libre :

M. GIRARDET, *, I O	Chimie et Toxicologie.
---------------------------	------------------------

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Contribution à l'histoire
de la Pharmacie Militaire
pendant
la Campagne d'Italie
1792-1797

A LA MÉMOIRE DE MON ANCIEN CHEF ET AMI

LE DOCTEUR G. QUEHEILLE

Médecin-Chef au 21^e B. C. P.

PREFACE

L'histoire de la pharmacie militaire depuis ses origines jusqu'à nos jours, a déjà fait l'objet d'un certain nombre de publications très documentées, tels les travaux de MM. Baland et M. Bouvet; toutefois, son évolution particulière dans le cadre des grands événements militaires de notre histoire, méritait d'être étudiée de plus près, et d'ici quelque temps, paraîtront des essais sur l'histoire de la pharmacie militaire pendant les campagnes d'Egypte, d'Algérie.

Nous avons entrepris de suivre et de retracer ici l'histoire de la pharmacie militaire pendant la campagne d'Italie 1792 à 1797; sujet qui, à notre connaissance, n'a donné lieu à aucune publication jusqu'à ce jour.

*Nous tenons tout d'abord à remercier M. le Doyen PAS-
TUREAU qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter de
présider notre thèse. Nous remercions également d'une façon
très particulière notre éminent confrère et ami M. BOUVET
de nous avoir suggéré l'idée d'entreprendre cette étude et de
nous avoir aidé de ses connaissances si complètes sur l'his-
toire de notre profession.*

*Cette période de l'histoire militaire est malheureusement
assez pauvre en documents officiels sur le Service de Santé
et nous remercions vivement M. le Médecin-Commandant
JANSON, Bibliothécaire du Val de Grâce qui nous a permis
de retrouver dans ses archives tous les documents capables
de nous intéresser, nous remercions également notre ancien
condisciple et ami A. CAMBIER, archiviste au Ministère de la
Guerre à l'amitié duquel nous devons d'avoir pu dépouiller
utilement les Archives du Ministère.*

*Nous avons aussi retrouvé nombre de pièces intéressantes
aux Archives nationales. Nous espérons avoir réussi à retra-
cer aussi fidèlement que possible ce que fut la pharmacie
militaire pendant cette campagne d'Italie, toute auréolée de
la gloire naissante de Bonaparte.*

AVANT-PROPOS

La Campagne d'Italie pendant laquelle nous nous proposons d'étudier l'Histoire de la Pharmacie Militaire est la première qui suivit la Révolution de 1789; elle s'étend de 1792 à 1797.

Au point de vue militaire, on la divise en deux périodes:

— la première avant l'arrivée de Bonaparte sous le commandement du Général Scherrer. Pendant cette période qui va jusqu'en 1796, la lutte resta circonscrite dans les Alpes et ne fut qu'une succession d'avances et de replis de faible envergure. Cette évolution s'explique tant par l'état du terrain plus propice à la défense qu'à l'attaque, que par le mauvais état des troupes, des armes et du ravitaillement.

— la deuxième période qui va de 1796 à 1797, correspond à l'arrivée de Bonaparte. Dès lors, la face des choses change, l'avance devient rapide, l'état matériel des armées quoique toujours précaire s'est considérablement amélioré en raison de l'autorité et de l'énergie de Bonaparte et la Campagne se termine par le traité de Campo-Formio en octobre 1797.

Pendant ces deux périodes, le Service de Santé et, en particulier, la Pharmacie militaire suivra une marche parallèle. Rudimentaire au début, il ira s'améliorant jusqu'à la fin de la Campagne.

Nous avons divisé cette étude en deux parties.

Dans la première partie, nous étudierons l'évolution des règlements qui régissent officiellement la pharmacie militaire pendant la période qui nous intéresse.

Dans la deuxième partie, nous suivrons le fonctionnement effectif de la pharmacie pendant cette même époque.

PHOTOGRAPHIE D'UN PORTRAIT de HÉGO
(Musée du Val de Grâce)



HÉGO (H. J.) 1736-1795 Membre du Conseil de Santé

PREMIERE PARTIE

Voyons tout d'abord du point de vue théorique ce que fut l'évolution du Service de Santé, en examinant successivement les différents règlements qui virent le jour pendant cette période.

Nous en connaissons deux :

Règlement du 3 ventôse An II (1).

Règlement du 30 floréal An IV (2).

En 1789, avant la Révolution, la Pharmacie militaire était régie, ainsi qu'il ressort de l'ouvrage de M. Bouvet (*Les origines de la pharmacie militaire*) par « l'Ordonnance royale du 2 mai 1781 » complétée par « Les règlements du 18 mai 1788 et l'Ordonnance du 20 juillet de la même année ».

Le rôle de l'apothicaire, à cette époque, est défini dans le document signalé par M. Bouvet dans son ouvrage et intitulé « l'Ordre du Service des hôpitaux militaires du médecin militaire Daignan » mais leur nombre est restreint et leur utilité fortement discutée.

La Révolution fait table rase des édits et règlements royaux et une période de flottement s'établit jusqu'au premier règlement qui apparaît : le 3 ventôse An II.

La Pharmacie y occupe une place beaucoup plus importante que sous l'ancien régime et le rôle du pharmacien dans les hôpitaux militaires y est nettement défini.

REGLEMENT DU 3 VENTOSE AN IV

Ce règlement a paru sous forme de décret de la Convention Nationale. Il fixait les conditions d'admission et de classement des pharmaciens militaires.

DU CONCOURS POUR L'ADMISSION ET LE CLASSEMENT

Les pharmaciens donneront la mesure de leur connaissance :

1° En opérant sous les yeux des gens de l'art qui en dresseront procès-verbal et l'adresseront au Ministre de la Guerre.

(1) 14 février 1794.

(2) 20 mai 1796.

2° En répondant par écrit aux questions qui leur seront adressées par la Commission de Santé.

Les premiers postes seront donnés à ceux que l'opinion publique ou des talents supérieurs et un civisme éprouvé y désigneront.

APPOINTEMENTS

Les appointements des pharmaciens des différentes classes sont fixés dans ce décret de la façon suivante.

Pharmaciens-en-chef des armées . 600 livres par mois.

Pharmaciens de 1^{re} classe 400 —

Pharmaciens de 2^e classe 300 —

Pharmaciens de 3^e classe 200 —

Ces appointements resteront sensiblement les mêmes pendant toute la campagne mais ils seront comme les soldes des autres officiers très irrégulièrement payés.

Voyons maintenant quel était le rôle dévolu aux pharmaciens :

DES PHARMACIENS

1° Les pharmaciens de diverses classes employés à l'Armée recevront et exécuteront les ordres du pharmacien en chef, non seulement pour le service des salles et de la pharmacie mais encore pour celui du Laboratoire et du Magasin.

2° Dans le cas, où un pharmacien attaché à une salle quelconque ne pourrait vaquer à son service, il sera, à l'instant suppléé par le pharmacien de classe supérieure.

3° Les pharmaciens chargés de l'exécution des visites se rendront dans leurs salles respectives deux heures avant la visite du matin pour administrer les médicaments prescrits la veille.

4° Dans tous les hôpitaux, les Officiers de Santé y faisant les fonctions en chef se concerteront pour la distribution des pharmaciens et des chirurgiens qui doivent suivre la visite.

5° Le nombre des pharmaciens de 3^e classe employés dans chaque hôpital y compris les pharmaciens de 1^{re} et de 2^e classe sera fixé à raison de un par cinquante malades.

6° A la suite de chaque visite, tous les médicaments notés à l'instant seront préparés et portés à l'instant même.

7° Les médicaments prescrits à la visite du matin pour le lendemain seront préparés dans la soirée.

8° La distribution des médicaments se fera toujours le cahier en mains, chaque pharmacien *les verra prendre* aux malades afin d'éviter les erreurs et se mettre plus en état de

rendre compte et d'expliquer les raisons pour lesquelles, de concert avec le chirurgien de garde, il aurait jugé à propos d'en suspendre l'administration.

9° Les pharmaciens de toutes classes se conformeront au surplus à tout ce qui leur est prescrit dans les différents articles du titre des visites et de celui des médicaments.

10° Le pharmacien en chef de l'Armée se fera rendre des comptes fréquents de l'état de toutes les pharmacies de l'Armée et entretiendra avec la Commission de Santé la même correspondance que les chefs des deux autres services.

Les paragraphes suivants réglementaient l'agencement et l'organisation intérieure des pharmacies.

ARTICLE PREMIER. — Le pharmacien en chef de l'hôpital se concertera avec le Commissaire des Guerres pour que la pharmacie soit toujours placée dans un local suffisamment éclairé, sec, commode, ayant différents accessoires tels que : laboratoire, tisanerie, jardin, grenier, caves.

ART. 2. — La pharmacie ne sera jamais fermée, le pharmacien en chef ou celui du grade suivant s'y trouvera toujours pendant le temps des visites et distributions.

ART. 3. — Tous les jours, le pharmacien en chef désignera le ou les pharmaciens qui seront de garde pendant 24 heures.

ART. 4. — L'approvisionnement de la pharmacie sera toujours calculé selon les besoins de manière que les articles susceptibles de s'altérer puissent être renouvelés dans le cours d'une année.

ART. 5. — Dans le cas où un médicament ne se trouverait pas dans la pharmacie, les pharmaciens ne permettront jamais d'en substituer un autre, ils avertiront l'Officier de Santé qui l'aura prescrit afin qu'il indique les moyens d'y suppléer.

ART. 6. — Les Officiers de Santé en Chef aux Armées ou d'un hôpital visiteront régulièrement le dépôt des médicaments et la pharmacie pour constater l'état et la nature des objets qu'ils renferment et s'assurer si les quantités sont dans les proportions prévues.

ART. 7. — Les médicaments ne pourront être employés à d'autres usages qu'à ceux des malades.

ART. 8. — En cas de retraite, si l'on était forcé de laisser à l'hôpital des malades, le pharmacien donnera sur son reçu au chirurgien chargé de les traiter les médicaments jugés nécessaires par les Officiers de Santé en Chef.

ART. 9. — Quand les circonstances exigeront le déplacement de l'hôpital, le pharmacien en Chef ou ses collaborateurs remettront eux-mêmes les médicaments et ustensiles dans les caisses qu'ils auront conservées avec soin, ils en

feront l'inventaire, en dresseront les états et les vérifieront à l'arrivée.

ART. 10. — Les pharmaciens d'une division d'ambulance ne se sépareront jamais qu'au cas d'une subdivision nécessaire, ils accompagneront le convoi et ne perdront pas de vue le caisson employé au transport des médicaments.

ART. 11. — Nul pharmacien ne pourra être employé en Chef dans un hôpital fixe lorsqu'il aura un établissement sur les lieux.

Nous avons retrouvé et nous en donnons ci-après une copie, un modèle de cahier de visite établi suivant le formulaire des Hôpitaux militaires.

ABBREVIATIONS DU TABLEAU DE LA PAGE 19.

P	Portion entière
3 Q.	Trois quarts
M.	1/2 portion
Q.	Quart
S.	Soupe
D. 2. 3. 4. B.	Diète, deux, trois, quatre, bouillons.
R. G.	Riz au gras
R. L.	Riz au lait
L.	Lait
S. L.	Soupe au lait
Pr.	Pruneaux
Bl ^e	Bouillie

Enfin, le règlement prévoyait un organisme pour la préparation des médicaments sous le nom de Magasin Général des médicaments.

MAGASIN GENERAL DES MEDICAMENTS.

ART. 1^{er}. — Il sera établi près de l'Administration des Hôpitaux des Armées de la République un Magasin des Médicaments simples et un Laboratoire où l'on préparera les médicaments composés. Cet établissement sera sous la surveillance immédiate de la Commission de Santé et portera le nom de Magasin Général des Médicaments.

ART. 2. — Il sera attaché au Magasin Général des Médicaments un nombre suffisant de Pharmaciens de différents grades, habitués à exécuter en grand les opérations pharmaceutiques et les expéditions.

ART. 3. — Le Magasin Général sera approvisionné de médicaments simples et composés, conformément au formulaire et dans les proportions réglées d'après un rapport de la Commission de Santé qui indiquera en même temps à l'Administration les sources où il faudra les tirer et le moment le plus opportun pour se les procurer.

MODELE DE CAHIER DE VISITES. suivant le formulaire des Hôpitaux Militaires de l'An II.
Visite des blessés du 1^{er} Germinal An II de la République Française une et indivisible.

SALLE X.

N ^{os} des lits	Noms malades	Nombre de jours depuis		Aliments du matin	Remèdes et prescriptions	Observations
		l'invasion de la maladie	l'entrée de l'hôpital			
1	X	3	1	D I B	Tis. pect., Miel, Saignée du bras à 6 onces, Lav. le soir	Péripneumonie. Douleur aiguë au côté droit.
2	Z	12	12	3 V	Tisane.	Fièvre tierce, guéri après 7 ans sans quinquina.
3	Y	36	35	P	Sorti.	
4	W	14	10	D	Eau de riz, bol de thériaque, 1/2 gros.	Dysenterie. Mort à 10 h. du matin.
5	Y Z	25	18	M O V	Tis. pect., miel, julep anodin le soir.	Crachats purulents.
6	X Y	38	30	Q V	Infusion de sassafras, pilules scillitiques soir et matin.	La para-synthèse sera faite demain matin.

ART. 4. — Aucun médicament simple ne sera admis au Magasin Général sans avoir été préalablement examiné par des Commissaires de la Commission de Santé qui surveilleront toutes les opérations de Laboratoire.

ART. 5. — Il sera dressé tous les mois un inventaire du Magasin Général des médicaments d'après lequel la Commission de Santé pourra juger si l'approvisionnement répond aux besoins et dans quelles quantités les remplacements nécessaires doivent être demandés.

ART. 6. — On tiendra au Magasin Général des médicaments plusieurs divisions et subdivisions de pharmacies toujours prêtes à être expédiées et composées d'après un état de la Commission de Santé où seront spécifiées les quantités et les espèces.

ART. 7. — Indépendamment du Magasin Général, il y aura à la suite de chaque Armée un dépôt de médicaments simples et composés destiné à approvisionner les pharmacies fixes et ambulances des hôpitaux de l'arrondissement.

ART. 8. — Les médicaments réunis dans le dépôt seront tirés du Magasin Central, achetés ou préparés sur les lieux selon les ressources du pays, mais toujours d'après un état rédigé et signé par le Pharmacien en chef de concert avec les autres officiers en chef de l'Armée.

ART. 9. — Chaque dépôt de médicaments sera confié à un Pharmacien de 1^{re} Classe sous sa responsabilité et aura pour surveillant le Pharmacien en Chef de l'Armée qui entretiendra avec le Conseil de Santé une correspondance active sur cette partie du Service.

ART. 10. — Les demandes en médicaments seront toujours adressées à l'Administration ou ses Directeurs et faites un mois d'avance et pour trois mois, d'après les états signés par les Chefs de Service de Santé et visées par le Commissaire des guerres.

ART. 11. — Les pharmaciens quels que soient leurs grades ne pourront, sous aucun prétexte, faire des achats en médicaments, leurs fonctions se borneront à guider l'Administration ou ses Directeurs sur les qualités, les quantités ou les prix.

Avec les instructions suivantes, apparaissent les analogies avec le Service de Santé contemporain, la disposition des locaux nécessaires; les précautions à prendre, la séparation des diverses branches y sont envisagées et nous verrons dans les rapports concernant l'installation des pharmacies de l'Armée d'Italie, que ces dispositions furent suivies d'aussi près que le permettaient les locaux disponibles.

On voit également apparaître pour la première fois le mot de « base » pour l'approvisionnement, expression que

nous avons conservée intégralement de nos jours avec la même signification.

Ces instructions firent l'objet d'un édit de la Convention nationale.

Edit de la Convention Nationale (1).

Instruction faisant suite à la loi du 28 Nivôse An III (2) concernant les fonctions des Commissaires des guerres.

DES HOPITAUX.

Il convient de loger dans l'intérieur de l'hôpital un Chef de la Médecine, de la Chirurgie, de la Pharmacie.

La Pharmacie doit être placée dans une partie des plus saines du bâtiment, près de là, une chambre pour les consultations ou assemblées des Officiers de Santé.

Une petite pharmacie pour le service journalier, une tisanerie, des magasins pour les drogues et les médicaments, tout cela sous les yeux du Pharmacien Principal, des sécheries pour les herbes, un laboratoire avec une petite cour séparée des autres pour la distillation.

APPROVISIONNEMENT.

C'est à l'agence générale des hôpitaux à se fournir les drogues et médicaments nécessaires au service suivant les formules adoptées et dans la proportion du nombre présumé de malades.

L'on établissait ordinairement les « bases » pour fournir les approvisionnements des hôpitaux sur le pied du dixième des malades. Pour 30.000 hommes, on comptait 3.000 malades. Mais en raison des rigueurs de l'hiver et de la guerre, il faut compter sur 1/7. Pour le transport des médicaments, on envisagera simplement des caissons.

Enfin, le 30 Floréal An IV paraît un règlement relatif aux hôpitaux militaires aux Armées.

La nécessité d'agir vite se fait jour, il faut envisager des formations mobiles et légères, ce seront les premiers hôpitaux provisoires, ambulants et sédentaires, préface de l'organisation future. En même temps, le règlement général est notablement augmenté et détaillé et enfin apparaît le règlement sur la nouvelle tenue des Officiers de Santé, la première depuis la Révolution.

(1) Archives nationales, AD 1144.

(2) 20 janvier 1795.

REGLEMENT DU 30 FLOREAL AN IV.

ART. 1^{er}. — Deux sortes d'Hôpitaux pour le Service de Santé des troupes de la République : permanents et provisoires.

ART. 2. — Hôpitaux permanents — ceux existant dans les places de guerre avant le 1^{er} janvier 89, ils recevront aussi en temps de guerre, les malades qui reflueront des armées.

ART. 3. — A la suite de chaque armée, il sera établi le nombre d'hôpitaux provisoires comporteront sa force et que sa position, le nombre de ces hôpitaux sera fixé par le Commissaire ordonnateur en chef d'après l'avis de l'Administrateur et des Officiers de Santé en chef de l'Armée.

ART. 4. — Les hôpitaux provisoires pourront être ambulants ou sédentaires.

ART. 5. — Les hôpitaux ambulants seront destinés à l'administration des premiers secours.

ART. 6. — Les hôpitaux sédentaires destinés à recevoir immédiatement les évacuations de l'ambulance seront établis en première et seconde ligne dans les emplacements les plus convenables sous le double rapport de sûreté et de salubrité.

ART. 7. — Sont réputés provisoires les hôpitaux qui s'établissent par échelon pour le Service de l'Armée tant à sa suite que dans les divisions militaires et qui ne sont pas compris dans le nombre des hôpitaux permanents.

ART. 8. — Il sera formé à la proximité de chaque armée des établissements exclusivement affectés au traitement des vénériens et des galeux.

ART. 9. — Il y aura pour chaque armée des établissements destinés à recevoir les malades auxquels l'usage des eaux minérales aura été jugé nécessaire.

ART. 10. — Dans les communes où il n'y a pas d'hôpital militaire, ils seront reçus dans les hôpitaux civils.

Le TITRE II traite de l'installation des hôpitaux, il règle le nombre de lits proportionnellement au cubage des pièces.

Le TITRE III régleme la l'hygiène dans les hôpitaux et il est désormais interdit de coucher les malades sur la terre. Selon leur importance, les hôpitaux devront posséder soit des couchettes, des bois de lits ou tout au moins des paillasses.

TITRE III

Le matériel prévu est le suivant :

Dans les hôpitaux permanents : couchettes.

Dans les hôpitaux provisoires sédentaires, bois de lit ou planches montées sur tréteaux.

Dans les hôpitaux ambulants ou ambulances, il devra toujours y avoir un intermède propre à prévenir l'humidité.

HOPITAUX PERMANENTS

Il ne sera employé que des fournitures complètes à savoir : une pailleasse, un matelas, un traversin et une couverture, il sera affecté à chaque lit 3 paires de draps.

Il sera affecté à chaque malade :

- 4 chemises,
- 4 coiffes de nuit,
- 1 bonnet de laine,
- 1 capote.

2 baignoires pour 100 malades ou blessés,

1 baignoire pour 50 galeux,

1 baignoire pour 25 vénériens.

Enfin, chaque malade disposera de :

- 1 assiette,
- 1 écuelle,
- 1 cruche pour la boisson,
- 1 grande cruche pour la tisane,
- 1 pot de chambre.

Il sera fourni, en cas de nécessité, des biberons, crachoirs, urinoirs et bassins.

HOPITAUX SEDENTAIRES.

Ils ne comporteront que des demi fournitures à savoir : une pailleasse, un sac à paille, une couverture, ils comprendront un matelas pour 20 demi fournitures, matelas réservés aux blessés ou malades graves et distribués sur ordre des Officiers de Santé.

HOPITAUX AMBULANTS.

Des demi fournitures seulement, les demi fournitures étant utilisées jusqu'en troisième ligne inclusivement.

Le TITRE suivant prévoit la nécessité de faire suivre les troupes d'ambulances mobiles, de façon à permettre le traitement rapide des blessés et des malades, c'est un premier pas vers nos subdivisions actuelles allant du poste de secours à l'hôpital permanent de l'intérieur en passant par les hôpitaux d'évacuation des échelons successifs.

TITRE IV.

ART. 1^{er}. — Le principal Corps de l'Ambulance suivra toujours le Q.G. de l'Armée, chaque division ou colonne d'armée sera également suivi d'un ou deux détachements d'ambulance suivant sa force. Aux avant-postes et à la suite des petits Corps détachés, il sera affecté des subdivisions d'ambulance, il y aura, en outre, une ambulance volante par armée.

Le principal Corps d'où sera tiré les divisions et subdivisions ci-dessus indiquées, sera calculé en raison de la force de l'Armée et organisé au complet avec un supplément de réserve tant en approvisionnements qu'en Officiers de Santé, infirmiers, etc...

Les divisions d'ambulances destinées à suivre les différentes colonnes de l'Armée seront organisées sur le pied d'hôpitaux provisoires dans la proportion de 60 à 150 demi-fournitures.

Les subdivisions d'ambulances destinées à être réparties sur les points où l'on peut prévoir un choc partiel contiendront dans un ou deux caissons 6 demi-fournitures et effets tous les moyens de pansements, tels que caisses d'instruments, bandes, charpie, compresses, pain, vin, eau-de-vie, etc... Il y sera attaché le nombre de chirurgiens jugé nécessaires par les Officiers de Santé en chef et 6 infirmiers.

Il est prévu une AMBULANCE VOLANTE. Elle est attachée à l'avant-garde et portera les secours d'urgence aux points où l'action sera la plus vive.

Les chirurgiens et employés composant l'ambulance volante seront montés sur des chevaux équipés à la légère avec

porte-manteaux; il sera attaché à l'ambulance volante 4 infirmiers, un caisson à 4 chevaux contenant 6 couvertures, 2 brancards, une caisse d'instruments de chirurgie et 6 demi-fournitures.

Enfin, un article est également consacré au traitement des vénériens et des galeux.

TITRE VII.

DES VENERIENS ET DES GALEUX

ART. 6. — Le chirurgien et le pharmacien chargés de suivre la visite de l'Officier de Santé et Chef surveilleront l'administration des bains et s'assureront de leur degré de leur température, ils veilleront à la fin du traitement à ce que les vêtements soient rendus aux galeux qu'après avoir été désinfectés dans les formes prescrites.

Nous venons de voir ce qui a trait à l'organisation du service des hôpitaux; ce règlement du 30 Floréal An 4 précisait les devoirs et les fonctions des Officiers de Santé, il prévoit une seule classe de médecin, 3 de chirurgien et 3 de pharmacien.

Les Commissions des Officiers de Santé jusque et y compris ceux de 1^{re} classe seront signées du Ministre ainsi que celles des chirurgiens de seconde classe attachés au Corps d'Armée.

Pour les Officiers de Santé de seconde et troisième classe, des Commissions seront expédiées sur instruction du Ministre par les Commissaires Ordonnateurs.

A cette époque il est créé des Inspecteurs Généraux.

INSPECTEURS GÉNÉRAUX DU SERVICE DE SANTÉ.

Ils existeront dans les trois branches : médecine, chirurgie et pharmacie.

Leurs fonctions : Correspondre avec les Officiers de Santé en chef de chaque armée des Hôpitaux; recueillir les observations intéressantes qu'ils présenteront au Ministre, fournir des renseignements pour la nomination et le choix des Officiers de Santé; visiter le Magasin Général des médicaments de Paris afin de s'assurer de la qualité des drogues et médicaments entreposés, ainsi que de la bonne tenue de ce

Magasin ; chargés de vérifier les médicaments simples, les bandages, instruments de chirurgie avant leur réception au Magasin Général et de délivrer un certificat de vérification.

Le rôle et les pouvoirs des Officiers de Santé en Chef y sont définis de la façon suivante :

OFFICIERS DE SANTE EN CHEF AUX ARMEES.

A chaque armée, il sera attaché un Pharmacien Chef avec si besoin un ou deux collaborateurs suivant la force et la position de l'armée, le poste sera au Q.G. pour recevoir et transmettre les ordres du Commissaire ordonnateur en Chef; le Service du Q.G. sera affecté aux Officiers de Santé en Chef.

Si un deuxième pharmacien en Chef est affecté à une armée, ce dernier sera employé près des grandes divisions de l'Armée, il remplira alors les fonctions d'Officier de Santé en Chef auquel, néanmoins, il rendra compte de ses opérations.

Les Officiers de Santé en Chef sont chargés de prendre par correspondance suivie avec les autres officiers de Santé de l'Armée connaissance exacte de la situation des camps et lieux occupés par la troupe, de la qualité des eaux potables et de celle des aliments de tout genre; enfin, ils visiteront les tentes, casernes, corps de garde, prisons, comme les hôpitaux et indiqueront la température et les moyens de salubrité convenable.

Le nombre des pharmaciens est prévu en rapport du nombre des malades.

Jusqu'à 150 : un pharmacien de 2^e classe et un de 3^e.

De 150 à 300 malades ou blessés : un pharmacien de 1^{re} classe, un de 2^e, trois de 3^e.

De 300 à 450, un de 1^{re}, un de 2^e et quatre de 3^e.

De 450 à 600, un de 1^{re}, deux de 2^e et cinq de 3^e.

Les Officiers de Santé en Chef se concerteront pour la répartition du service et la rédaction de la correspondance, ainsi que pour la distribution des pharmaciens de 2^e et 3^e classe qui doivent suivre la visite.

Les Officiers de Santé en Chef remettront tous les trois mois au Commissaire des guerres des notes sur la conduite, les mœurs, les talents des officiers de Santé de 2^e et 3^e classe.

Les Officiers de Santé chargés des fonctions de Chef dans les hôpitaux établis à la suite de chaque armée seront tenus de correspondre tous les mois avec les Officiers en Chef de

l'Armée. Compte rendu tous les trois mois aux inspecteurs généraux du Service de Santé.

Le rôle du pharmacien est plus vaste que de nos jours, il est à la fois gestionnaire, par sa responsabilité, des médicaments confiés à sa garde et dont il doit rendre compte, infirmier de visite, chargé de s'assurer de l'administration des médicaments aux malades, et même contrôleur des poids et mesures (Art. 8 du Règlement).

DES PHARMACIENS.

ART. 1^{er}. — Les pharmaciens de diverses classes recevront et exécuteront les ordres du Pharmacien en chef, non seulement pour le service de la Pharmacie et des salles, mais encore pour celui du Laboratoire et du dépôt de médicaments établis à la suite de chaque armée.

ART. 2. — Le dépôt des médicaments établis à la suite de chaque armée pour servir à l'approvisionnement de toutes les pharmacies de la Division sera confié à un pharmacien de 1^{re} classe responsable, il aura pour collaborateur, un nombre de pharmaciens de différentes classes jugé nécessaire par le Pharmacien Chef et approuvé par le Commissaire ordonnateur.

ART. 3. — Le Pharmacien en chef de l'armée exercera sur ce dépôt la surveillance la plus exacte et se fera rendre compte de toutes les opérations.

ART. 4. — Indépendamment du compte auquel le pharmacien chargé du dépôt est tenu à l'égard de son chef, conformément à l'article précédent, il remettra à l'Administration, tous les mois, l'état de situation de son Magasin. Cet état sera composé de l'existence au Magasin au 1^{er} du mois, des recettes, dépenses, consommations ou envois et du restant au magasin au 30 du même mois, rapport accompagné des récépissés et autres pièces justificatives.

ART. 5. — Le pharmacien de 1^{re} classe désignera tous les jours, pour être de garde 24 heures, le nombre de pharmaciens nécessaires au service, chacun à leur tour. Le pharmacien de garde ne pourra s'éloigner de sa pharmacie pendant le temps de sa garde.

ART. 6. — Les pharmaciens chargés de suivre les visites se rendront dans leurs salles respectives une heure au moins avant la visite du matin pour administrer les médicaments prescrits la veille.

ART. 7. — La distribution des médicaments se fera toujours le cahier à la main; chaque pharmacien les verra prendre aux malades afin d'éviter les erreurs et d'expliquer aux Officiers de Santé en Chef les raisons pour lesquelles,

de concert avec le chirurgien de garde, il aurait jugé à propos d'en suspendre l'administration.

En cas de refus de la part du malade, son numéro sera noté et désigné à la prochaine visite.

ART. 8. — Le Pharmacien en chef de chaque hôpital veillera à ce que les balances et les poids soient parfaitement ajustés et étalonnés, il ne permettra jamais que les médicaments de quelque espèce qu'ils soient, sortent de la pharmacie sans avoir été pesés ou mesurés et étiquetés.

ART. 9. — Le Pharmacien en chef sera tenu de remettre chaque mois à l'économe le compte appuyé de pièces dans les formes indiquées à l'art. 4, en y joignant le cahier de visites et le relevé des visites journalières, signé des pharmaciens qui les auront suivies.

ART. 10. — Les pharmaciens attachés pendant la Campagne à une Direction d'ambulance ne s'éloigneront pas du caisson affecté au transport de la Pharmacie, afin d'être toujours à portée de parer sur le champ aux événements qui pourraient survenir en route et d'avoir sous la main les différents articles indispensables au service.

ART. 11. — Les pharmaciens de 2^e classe, indépendamment des fonctions qui leur sont déléguées par le Chef, exerceront en toute circonstance celles de pharmacien de 3^e classe.

ART. 12. — Nul pharmacien ne pourra être employé dans un hôpital militaire lorsqu'il aura un établissement de pharmacie dans la même commune.

Le règlement s'occupe ensuite de l'installation de la Pharmacie proprement dite : emplacement, agencement, règlement intérieur.

TITRE VIII.

DES PHARMACIES.

ART. 1^{er}. — La pharmacie d'un hôpital permanent sera toujours placée dans un local suffisamment éclairé, sec, commode, placé au centre de toutes les parties du service et pourvu de différents accessoires tels que laboratoire, tisanerie, jardin, grenier, caves, etc...

ART. 2. — Dans un hôpital provisoire, le pharmacien chargé en chef du service, se bornera à placer dans la pharmacie et le laboratoire, de simples rayons pour y déposer par ordre tous les objets destinés au service.

ART. 3. — Tous les vases, boîtes et bocalx rangés dans la pharmacie seront étiquetés en français et ne pourront renfermer qu'une seule et même espèce de médicaments.

ART. 4. — Le service de la pharmacie exigeant une continuelle activité, elle ne sera jamais fermée, ni abandonnée par les pharmaciens; celui qui se trouvera en chef veillera à ce que ses collaborateurs ne s'absentent point pendant le temps des visites, des préparations, des distributions.

ART. 5. — L'approvisionnement de la pharmacie sera toujours calculé sur ses besoins de manière que les articles susceptibles de s'altérer puissent être renouvelés au cours d'une année.

ART. 6. — Les demandes en médicaments seront faites un mois à l'avance et calculées sur la consommation présumée de trois mois, d'après les états signés par les chefs du Service de Santé et visés par le Commissaire des guerres chargé de la police de l'hôpital.

ART. 7. — Les états de demandes faits soit au Magasin Général des médicaments, soit au dépôt et revêtus des formalités prescrites seront adressés à l'Administration générale ou à ses préposés par le Pharmacien en Chef.

ART. 8. — Dans le cas, où un médicament ne se trouverait point dans la pharmacie, les pharmaciens ne se permettront jamais d'en substituer un autre, ils avertiront sur le champ l'Officier de Santé qui leur a prescrit, afin qu'il détermine lui-même les moyens d'y suppléer.

ART. 9. — Il est expressément défendu d'employer les médicaments simples et composés à aucun autre usage qu'au traitement des malades porté sur les cahiers de visites de l'hôpital à l'exception des cas prévus par les art. 15 et 16 du Titre 7 de la première partie à savoir : fournitures sur bons du chirurgien traitant, des médicaments destinés au traitement des galeux ou vénériens (sous la tente).

ART. 10. — Les ustensiles affectés au service de la pharmacie ne seront jamais employés à aucun usage domestique; l'étamage des vaisseaux de cuivre sera souvent renouvelé et, indépendamment de cette précaution nécessaire, les pharmaciens auront l'attention de n'y point laisser séjourner les remèdes qu'ils y auront préparés.

ART. 11. — Les pharmacies ambulantes ne seront composées que des objets propres à donner les premiers soins.

ART. 12. — Dans le cas où lors d'une retraite, on serait forcé d'abandonner des malades à l'ennemi, le pharmacien délivrera les médicaments jugés nécessaires par les Officiers de Santé en Chef qui en signeront l'état à l'Officier de Santé chargé de rester près de ces malades pour en suivre le traitement, celui-ci en donnera récépissé et sera tenu d'en rendre compte à son retour.

ART. 13. — Les pharmaciens ne pourront délivrer ni vin, ni eau-de-vie, ni sucre, ni miel, ni lait à moins que ces objets ne soient sous forme de médicaments et en exécution des prescriptions portées sur le cahier de visites.

ART. 14. — Les Officiers de Santé en Chef d'une armée ou d'un hôpital visiteront souvent le dépôt des médicaments ainsi que la pharmacie de l'hôpital pour constater la nature et la qualité des objets qui s'y trouvent et s'assurer si les quantités sont dans les proportions qu'exige la sûreté du Service.

La partie du règlement se rapportant au Magasin Général des médicaments complétait de la façon suivante le règlement du 3 Ventôse An 2. Le nombre des pharmaciens-chef était fixé à deux, assistés d'un nombre suffisant de collaborateurs. L'approvisionnement était prévu pour un an et le rôle des pharmaciens chef nettement défini.

DU MAGASIN GENERAL DES MEDICAMENTS ET DES DEPOTS DE MEME NATURE A LA SUITE DES ARMEES.

ART. 2. — Il y aura au Magasin Général des médicaments deux pharmaciens en chef comptables et responsables qui en partageront le travail, l'un sera chargé de la manutention des drogues simples et l'autre des compositions. Ils auront pour collaborateurs subordonnés un nombre suffisant de pharmaciens de différentes classes habitués à exécuter les opérations, à remplir les états de demandes et à expédier les envois.

ART. 3. — L'approvisionnement de ce Magasin sera fait pour une année, en médicaments désignés par le formulaire des hôpitaux militaires et dans les proportions que le Ministre de la Guerre indiquera à l'Administration d'après l'avis des inspecteurs généraux du Service de Santé.

ART. 4. — On se conformera pour la réception des médicaments simples au Magasin Général à ce qui est prescrit. (Art. 7, Titre 2, Section 2, du présent règlement.)

ART. 5. — L'Administration avant de conclure aucun achat de médicaments dans les places de commerce autres que Paris sera tenue de faire examiner les objets dont il sera question par les Officiers de Santé du lieu ou, à leur défaut, par deux experts qui seront nommés par un commissaire de guerre ou telle autre autorité compétente. Le certificat de cette vérification sera annexé à la facture qui, à défaut de cette formalité ne pourra être allouée en compte.

ART. 6. — On tiendra au Magasin Général plusieurs divisions et subdivisions de pharmacies toujours prêtes à être expédiées aux Armées.

ART. 7. — Il sera établi à la suite de chaque armée pour les approvisionnements de toutes les pharmacies de la Division un dépôt de médicaments qui sera sous la surveillance des Officiers en Chef de l'Armée et qui sera soumis aux règles prescrites par les articles précédents et par les articles 2, 3, et 4 du Titre 7 de la présente section.

ART. 8. — D'après les états de situation qui devront être remis tant au Pharmacien Chef qu'à l'Administration, ils se concerteront sur les demandes à faire pour compléter l'approvisionnement du dépôt; le tableau qui en sera formé par eux sera visé du Commissaire Ordonnateur et adressé à l'Administration Générale qui prendra ses dispositions pour y pourvoir après avoir préalablement pris l'avis des inspecteurs généraux du Service de Santé.

ART. 9. — Les pharmaciens quels que soient leur grade ne pourront, sous aucun prétexte, faire des achats de drogues et de médicaments, ils se contenteront seulement d'indiquer les quantités et qualités et de désigner les véritables sources d'où il faudra les tirer ainsi que le moment le plus opportun pour se les procurer.

ART. 10. — Les pharmaciens chargés en chef de la manutention du Magasin Général des médicaments entretiendront avec l'Administration des hôpitaux militaires des relations continuelles sur tous les objets qui intéressent le service qui leur a été confié; ils seront tenus, en outre, de lui remettre chaque mois l'état de situation du magasin et tous les trois mois un compte de leur gestion dans la forme établie par l'art. 4 du Titre VII de la présente section.

Un chapitre est réservé à la visite et aux pansements des blessés.

DE LA VISITE ET DU PANSEMENT DES MALADES ET BLESSES.

Heure des visites du 1^{er} Germinal au 1^{er} Vendémiaire :
6 heures.

Heures des visites du 1^{er} Vendémiaire au 1^{er} Germinal :
7 heures.

L'heure de la visite du soir sera fixée par les Officiers de Santé.

A l'hôpital ambulant, la visite du matin précédera l'évacuation au moins d'une demi-heure, la visite du soir un quart d'heure après l'arrivée.

Pour faciliter la visite et prévenir les équivoques dans la distribution des aliments et médicaments, les lits seront numérotés.

Les médecins et chirurgiens chargés de la visite seront précédés à l'hôpital par les chirurgiens et pharmaciens de 2^e et 3^e classe qui s'y rendront avant le pansement et la visite du matin pour préparer les cahiers de celle du jour par ordre de numéro et par nom des malades qui occuperont chaque lit.

Les cahiers dont chaque feuille sera tracée selon le modèle annexé au formulaire des médicaments des hôpitaux militaires serviront aux chirurgiens et pharmaciens qui suivront la visite, à écrire toutes les prescriptions.

Les cahiers de visites seront alternatifs afin de permettre le contrôle et de vérifier si les prescriptions de la veille ont été exécutées et juger de leur effet.

La visite sera suivie d'un pharmacien qui rendra raison des effets des remèdes ordonnés précédemment et de l'administration desquels il aura été particulièrement chargé. Il écrira sur son cahier les prescriptions de l'Officier de Santé faisant la visite. Les prescriptions seront écrites en français sans caractère chimique ou pharmaceutique pour désigner les substances et les doses et il ne sera employé d'autres abréviations que celles adoptées à la suite du formulaire des hôpitaux militaires.

Immédiatement après la visite, le chirurgien et le pharmacien qui l'auront suivie se réuniront en présence des médecins et chirurgiens chefs pour collationner les cahiers, le pharmacien portera le cahier à la pharmacie où les remèdes seront préparés.

Tous les objets nécessaires au pansement ne seront délivrés à la Pharmacie, Dépense ou Magasin que sur des bons particuliers faits par le chirurgien de 1^{re} classe ou par le chirurgien de garde en cas de nécessité.

Il ne sera fait de bon pour la pharmacie que pour les objets qui ne seront pas portés sur le cahier de visites.

Il est prévu dans les hôpitaux des tabliers pour les Officiers de Santé, ils seront de toile teinte pour les pharmaciens.

Il est prévu dans les hôpitaux permanents l'existence de jardins botaniques qui seront sous la direction immédiate du pharmacien de 1^{re} classe qui se concertera avec les autres Officiers de Santé sur l'espèce de plante qu'il conviendra d'y entretenir.

UNIFORME DES OFFICIERS DE SANTE (1).

Le règlement du 30 Floréal An 4, est le premier règlement depuis la Révolution, instituant la différenciation entre médecins et pharmaciens au moyen des velours cramoisi et vert foncé.

ART. 2. — Les Officiers de Santé de tous grades et de toutes classes attachés aux Armées et dans les hôpitaux militaires porteront l'habit de drap gris bleu, piqué de blanc, doublure de même couleur, revers croisés de même drap et garni de chaque côté de boutonnieres en poil de chèvres et de la même couleur que l'habit. Collet rabattu sur un collet droit, petite patte en carré long sur les parements, poches en travers et en dehors, 8 gros boutons sur chaque revers et 4 petits sur chaque parement.

Le bouton sera de métal jaune surdoré, timbré d'une guirlande de chêne et portant au milieu cette inscription : Hôpitaux militaires.

La culotte sera de même couleur et de même étoffe que l'habit.

ART. 3. — Les médecins auront le collet de velours noir et la veste de même couleur que l'habit. Les chirurgiens — collet de velours cramoisi et veste de velours cramoisi. Les pharmaciens — collet de velours vert bouteille et veste écarlate (2).

Les Officiers de Santé en Chef à l'Armée et Inspecteurs généraux porteront autour du collet et du parement une broderie en or de 10 lignes. Les médecins, chirurgiens et pharmaciens de 1^{re} classe, même broderie autour du collet seulement.

Pharmaciens de 2^e classe. — Sur le collet, une boutonnière brodée en or dont chaque branche n'excédera pas trois lignes, l'intervalle entre les deux branches de la boutonnière sera d'une ligne et la longueur n'excédera pas 2 pouces 1/2.

Pharmaciens de 3^e classe. — Uniforme sans broderie ni galon.

Les Officiers de Santé des régiments ou bataillons porteront les boutons du Corps auquel ils appartiennent.

L'équipement du cheval des Officiers de Santé se composait d'une selle garnie de sa couverture, d'un schabraque couleur de l'habit d'uniforme de cavalerie brodé d'un galon

(1) Un tableau représentant un pharmacien militaire en tenue de l'époque se trouve au Musée du Val-de-Grâce et une reproduction dans le livre du Dr. Bricé et Bottet.

(2) Extrait du livre *Le Corps de Santé Militaire en France*, Dr. Bricé et Capitaine Bottet.

plus ou moins large. Les fontes aux pistolets étaient remplacées par 2 sacoches à pansement.

Enfin, le Personnel de l'ambulance volante de Larrey, qui dépendait de la volonté du Général en Chef possédait un uniforme spécial et, bien que, comprenant 12 chirurgiens ou aides, elle ne possédait pas de pharmacien, le règlement prévoyait, en effet, des chirurgiens sous-aides faisant fonction de pharmaciens.

FOURNITURES MILITAIRES.

Matériel et Pharmacie. — Les fournitures passent entre les mains d'un seul fournisseur suivant une convention forfaitaire **nettement établie**.

Avant cette période, la fourniture des médicaments et du matériel s'était faite au hasard des besoins et avait donné lieu à des abus considérables.

7 PLUVIOSE AN IV. — ENTREPRISE GENERALE DES HOPITAUX MILITAIRES (1).

« Conditions sous lesquelles Joseph Verdin, demeurant à Paris, rue d'Orléans au Marais se soumet et s'oblige envers le Ministre de la Guerre de fournir pendant six années consécutives qui commenceront le 15 Ventôse prochain les lits, effets, ustensiles, aliments, médicaments, etc..., nécessaires à la nourriture et au traitement des militaires soignés dans les hôpitaux militaires de l'intérieur de la République, en pays conquis aux Armées. Le prix sera réglé à la journée du malade.

Lits, effets et accessoires, 20 francs par an pour chaque lit.

Aliments et médicaments 24 sous par jour pour les hôpitaux sédentaires, 32 sous pour les hôpitaux ambulants.

En plus, Verdin recevra 6 sous pour chaque convalescent sorti de l'hôpital et 40 sous par enterrement à charge pour lui de fournir le suaire pour ensevelir et d'acquitter les frais de sépulture.

Avances de fonds: dans la décade suivant l'acceptation de ce traité, le Ministre de la Guerre fera verser à Verdin un million deux cent mille francs en numéraires et pareille somme le 1^{er} de chaque mois à compter en déduction des états de frais ».

Signés : VERDIN et PETIET.

(1) Archives Nationales.

LE 9 PRAIRIAL.

La Compagnie Marmier se substitue à la Compagnie Verdin pour les mêmes charges et le nouveau contrat prévoit, pour prix de la journée d'un hôpital sédentaire, 20 sous par jour au lieu de 24 et pour un hôpital ambulant 28 sous au lieu de 32. La sortie d'un convalescent sera cotée 5 sous au lieu de 6.

(Lettre)

ARMÉE D'ITALIE.

Mois de *Janvier*

Armée de la République.

OFFICIERS DE SANTÉ

(Carte)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMISSION DE *Pharmaciens* de l'Armée d'Italie.

DETAILS DES SERVICES.

Boyer

CAMPAGNES.

Sous l'Autorisation du Ministre de la Guerre.

NOUS COMMISSAIRE ORDONNATEUR EN CHEF de l'Armée d'Italie

En vertu de l'autorisation qui nous a été donnée le 15 Mars 1800, nous avons l'honneur d'expédier une Commission de *Pharmaciens* de l'Armée d'Italie, classe de Citoyen *Boyer*, que le Ministre de la guerre a, sur la proposition des Inspecteurs généraux du service de santé, nommé pour être employé à la suite de l'Armée d'Italie, de l'Armée d'Espagne, et de l'Armée de Hollande, pour exercer les fonctions de son grade sous les ordres immédiats de ses chefs, et la police des Commissaires Ordonnateurs et adjoints des guerres.

Il est en conséquence ordonné à tous qu'il appartiendra de reconnaître et recevoir en sa qualité ledit Citoyen *Boyer*, et de le faire jouir du traitement que la loi a fixé à ses fonctions.

Au Quartier-général de l'Armée d'Italie, le 15 Mars 1800.

Le Commissaire Ordonnateur en Chef,

Boyer

ARMÉE D'ITALIE.

Mois de *Janvier*
Année de la République.

OFFICIERS DE SANTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMISSION DE Pharmacie DÉSIGNÉE CLASSE DE L'Année 1846.

DÉTAILS DES SERVICES

[illegible]

CAMPAGNES

June 6. (Moupin) (Yunnan) 1st. 1st. 1st.
June 12. (Moupin) (Yunnan) 1st. 1st. 1st.

Sous l'Autorisation du Ministre de la Guerre.

Nous COMMISSAIRE ORDONNATEUR EN CHEF de l'Armée d'Alger,

Fa vertu de l'autorisation qui nous a été donnée le 15 mars 1870, nous avons l'honneur d'expédier une Commission de *Recherche* de *Recherche* classe ou Citoyen *Recherche* que le Ministre de la guerre ; sur la proposition des Inspecteurs généraux du service de santé, nommé pour être employé à la suite d'un *Recherche* de *Recherche* lui avons d'abord la présente pour exercer les fonctions de son grade sous les ordres immédiats de ses chefs, et la police des Commissaires Ordinateurs et d'Ordinateurs des guerres.

Il est en conséquence ordonné à tous qu'il appartiendra de reconnaître et recevoir en sa qualité ledit Claassen Samuel Beyers et de le faire jouir du traitement que la loi a fixé à ses fonctions.

Au Quartier-général à Milan. le général De Witt (C^o) de l'armée de la République
française, une et indivisible.

Le Commissaire Ordonnateur en Chef,

DEUXIEME PARTIE

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA PHARMACIE MILITAIRE A L'ARMEE D'ITALIE.

Pour plus de clarté, nous avons divisé cette seconde partie en trois chapitres.

1° Les hôpitaux et leur fonctionnement.

2° Les médicaments et le matériel.

3° Le personnel.

CHAPITRE I

LES HOPITAUX ET LEUR FONCTIONNEMENT.

Les documents officiels, rapports, états, etc..., relatifs à cette période et que nous trouvons signalés à plusieurs reprises ont été, pour la plus grande partie, égarés ou détruits et ceux que nous avons retrouvés, peu nombreux d'ailleurs, sont, en grande partie, incomplets.

Il ne nous a pas été possible de rétablir intégralement la liste des hôpitaux qui ont fonctionné pendant cette campagne.

Dans un rapport des commandants Heurteloup et Morin (Inspecteurs du Service de Santé), en date du 29 Floréal Art. 2 (1), sur l'organisation du Service de Santé, nous avons trouvé une première liste d'hôpitaux fixes et ambulants établis en **France**.

« Les hôpitaux utilisés en France pour les besoins de l'Armée d'Italie, établis dans les villes suivantes, seront considérés **comme hôpitaux fixes** : ceux de Marseille, Aix, Port-la-Montagne, **Huc**, Antibes, Nice, Saint-Pons, Villefranche, Fort-Hercule, Oncelle, Vence, Grasse, Draguignan, Entrevaux, Digne. Les autres seront réputés ambulants.

Les établissements déjà faits ou à faire aux avant-postes dépendant des événements de guerre, il n'est pas possible d'en déterminer le nombre et comme il est d'usage de les former aux dépens de l'ambulance, il convient de fixer le nombre d'Officiers de Santé et employés qui seront spécialement attachés pendant la Campagne à l'ambulance active.

Pharmaciens : 3 de seconde classe, 9 de troisième, 3 garçons de pharmacie.

Dans ce même rapport, une partie consacrée à la salubrité prévoit le rôle précurseur du pharmacien chef des sections actuelles d'hygiène et de désinfection.

(1) Archives Nationales AD VI, 63.

SALUBRITE DANS LES HOPITAUX.

« ART. 1^{er}. — Indépendamment de ce qu'il est prescrit par le titre 3 du règlement pour l'entretien de la propreté et de la salubrité dans les hôpitaux, tous les chefs sont invités à faire mettre en exécution les moyens indiqués dans l'Instruction rédigée par le Conseil de Santé, en exécution du décret de la Convention Nationale du 14 Pluviôse dernier.

ART. 2. — Les pharmaciens sont principalement chargés d'exécuter l'excellent procédé recommandé pages 17 et suivantes de ladite instruction, lequel consiste à répandre dans l'atmosphère de l'acide muriatique en état de gaz, dégagé par l'intermédiaire de l'acide sulfurique. »

Les Pharmaciens en Chef chargés d'un service dans les établissements de Santé sont responsables de l'exécution de ce procédé.

Dans un autre rapport sur la situation sanitaire aux Armées d'Italie, établi à la date du 9 Avril 1795, nous apprenons qu'il existait à cette époque 51 hôpitaux fixes,, 8 ambulants et 19 dépôts d'évacuation, le tout desservi par 3.000 employés et répartis en 5 divisions, à savoir :

De Marseille, du Var, de Nice, du centre et de la gauche, enfin de la droite, susceptibles de soigner 19.500 malades dont 3.000 seulement dans des lits à une place, les autres dans des lits à 2 places; il existait aussi plusieurs hospices de convalescents situés à la Vedette, près d'Antibes, à Monaco, dans un couvent, à l'oratoire Sainte-Catherine, entre Saint-Rémo et Port-Maurice. Les évacuations étaient, autant que possible, effectuées par mer.

Les hôpitaux principaux étaient, en mai 1795, Antibes, Cannes, Grasse et Tourette.

Deux hospices de convalescents sous tente, situés à St-Vallier, dans l'Esterel, enfin, en arrière de chaque division, un hôpital sous tente en plus des hôpitaux fixes déjà établis.

Dans une deuxième partie du rapport des commandants Heurteloup et Morin, nous avons retrouvé la liste des hôpitaux établis en France, liste dans laquelle figure le nombre de malades et la destination prévue pour chacun de ces hôpitaux, ainsi que le personnel qui devait y être affecté.

Vallée d'Oneille. — Hôpital fixe pour 300 malades.

Pharmaciens: 1 de 1^{re} classe, un de 2^e, deux de 3^e.

Deux garçons de pharmacie.

Fort-Hercule. — Hôpital fixe pour 200 malades. Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, deux de 3^e. deux garçons de pharmacie.

Villefranche. — Trois hôpitaux :

Hôpital N° 1 : Fiévreux : 120 malades.

Pharmaciens : deux de 3^e classe.

Un garçon.

Hôpital N° 2 : Blessés : 1.200 malades.

Pas de pharmacien.

Hôpital N° 3 : Galeux : 500 malades.

Pharmaciens : Un de 2^e classe, trois de 3^e

Un garçon.

Dépôt de Sospello. — 40 malades.

Pharmaciens : un de 2^e classe, deux de 3^e.

Un garçon.

Dépôt de Escarena. — 60 malades.

Pharmaciens : un de 2^e, un de 3^e

Un garçon.

Dépôt de Lantosca. — 60 malades.

Pharmaciens : un de 2^e, deux de 3^e

Un garçon.

Saint-Pons. — Hôpital : 300 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, quatre de 3^e.

Deux garçons.

Nice. — Trois hôpitaux :

Hôpital N° 1 : 500 fiévreux.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, six de 3^e.

Trois garçons.

Hôpital N° 2 : 180 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, cinq de 3^e.

Deux garçons.

Hôpital N° 3 : 250 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, trois de 3°.

Deux garçons.

Antibes. — Deux hôpitaux.

Hôpital N° 1 : 150 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.

Un garçon.

Hôpital N° 2 : 200 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.

Un garçon.

Vence. — Trois hôpitaux :

Hôpital N° 1 : 110 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.

Un garçon.

Hôpital N° 2 : 200 malades.

Un garçon.

Grasse. — Deux hôpitaux :

Hôpital N° 1 : 1.200 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.

Un garçon.

Hôpital N° 2 : 120 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe (surveillera les deux hôpitaux), un de 2°, deux de 3°.

Un garçon.

Dépôt d'évacuation de Fayence. — Pharmacien : un de 3°.

Draguignan. — Un hôpital : 150 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.
1 garçon.

Le Huc. — Un hôpital : 200 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2°, deux de 3°.
1 garçon.

Port-la-Montagne. — Deux hôpitaux fixes :

Hôpital N° 1 : 500 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, deux de 3^e,
un garçon.

Hôpital N° 2 : 300 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, deux de 3^e,
un garçon.

Marseille. — Un hôpital : 300 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe, un de 2^e, deux de 3^e,
un garçon.

Aix. — Deux hôpitaux.

Hôpital N° 1 : 300 malades.

Pharmaciens : un de 1^{re} classe (surveillra les deux hôpitaux), un de 2^e, et quatre de 3^e.

Un garçon.

Hôpital N° 2 : 300 galeux.

Pharmaciens : un de 2^e, deux de 3^e. un garçon.

Entrevaux. — Un hôpital : 300 malades.

Pharmaciens : un de 2^e, deux de 3^e. un garçon.

Dépôt de Paget. — Pharmacien : un de 3^e classe.

Digne. — Un hôpital : 150 malades.

Pharmacien : un de 2^e, deux de 3^e. un garçon.

Nous extrayons d'un rapport adressé par le médecin Ramel, à la Commission de Santé, la description suivante de l'Hôpital d'Oneille, du 23 juin 1795 :

ONEILLE est admirablement située, la population bilingue est de stature moyenne et sèche, voisine de Port-Maurice où, au contraire, les habitants sont grands et élancés.

A Oneille, il n'y a pas de source, seulement des puits ; l'hôpital est situé hors de la ville, dans un bâtiment neuf qui servait de collège, entouré de grands jardins, le rez-de-chaussée était utilisé comme magasin, la pharmacie s'y trouvait au premier, grande, spacieuse, comprenant plusieurs pièces considérables, donnant sur des jardins.

ORGANISATION DES HOPITAUX DE L'ARMÉE D'ITALIE (1).

A la même époque (1795), un rapport du Commissaire des Guerres prévoit pour la surveillance des hôpitaux la formation de deux conseils.

« Formation d'un Conseil central d'Officiers de Santé et d'un Conseil particulier subordonné au premier. Le Conseil Central résidera au Quartier Général de l'Armée sédentaire, le Conseil particulier au Quartier Général de l'Armée active.

Composition du Conseil Central. — Un premier médecin plus un adjoint de sa profession, un premier chirurgien et un adjoint de sa profession, un premier pharmacien et un adjoint de sa profession.

Composition du Conseil particulier. — Un second premier médecin, deux seconds premiers chirurgiens et un second premier pharmacien.

Fonctions du Conseil Central. — 1° Veiller à ce que tous les hôpitaux soient pourvus de médicaments, linge, etc.; 2° Propreté et hygiène des hôpitaux; 3° Personnel suffisant en Officiers de Santé; 4° Contrôle de la valeur de ces officiers; 5° Assignation des postes, etc...

Fonctions du Conseil particulier. — Mêmes services à effectuer, mais subordonnés au Conseil Central, à qui il doit rendre compte. »

Ces mesures furent suivies plus tard, ainsi que le fait ressortir la correspondance du Commissaire des Guerres D'Aure (1), dont nous extrayons, en date du 12 Thermidor An 6, l'ordre suivant :

« Au citoyen Mératet, chirurgien-chef de l'Armée.

« Le Commissaire Ordonnateur Blanchon me prévient qu'il sera formé sur l'ordre du citoyen Villemaize, Commissaire Ordonnateur en chef, deux Conseils de Santé pour l'Armée d'Italie. L'un sera établi à Milan et l'autre à Padoue pour être à portée des divisions actives. Le Conseil restant à Padoue sera composé d'un premier médecin, 2 chirurgiens et un pharmacien. »

Dans le rapport précédent, l'utilisation des pharmaciens au service d'épuration des eaux avait retenu l'attention du Commissaire des Guerres; on relève, en effet, le paragraphe suivant :

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

(1) « Comme il est beau de guérir, il vaut mieux prévenir; les pharmaciens sont chargés d'examiner les eaux dont on se sert non seulement dans les cuisines ou laboratoires de pharmacie, mais encore dans les manutentions militaires et s'il se trouvait qu'elles contiennent des matières métérogènes dangereuses, ils seront invités à en indiquer de plus salubres ou du moins les moyens de purifier les mauvaises dont on serait obligé de se servir (extrait fourni par le Commissaire des Guerres chargé du travail central des hôpitaux). »

A ce moment, le Service des hôpitaux militaires, malgré tous les règlements prévus, laisse encore considérablement à désirer ainsi qu'il ressort d'un examen de la situation militaire en date de décembre 1795, de Ritter. Ce rapport nous donne, d'autre part, un point de comparaison avec le fonctionnement des hôpitaux autrichiens, pourvus d'objets de luxe tels que l'on envisage la possibilité de les vendre.

EXTRAIT DE L'EXAMEN DE LA SITUATION (2)

Décembre 1895, par Ritter :

Service des hôpitaux. Il était encore au berceau, surtout à la droite, les Autrichiens nous avaient abandonné un grand nombre de matelas qui nous seront d'un grand secours et nous leur avons également enlevé une belle pharmacie dont les objets, purement de luxe, n'étant pas employés dans nos hôpitaux, seraient vendus plutôt que dilapidés, etc...

Et cependant, malgré cette insuffisance, le Service des Hôpitaux était encore celui qui fonctionnait le mieux, nous extrayons, en effet, la phrase suivante, du mémoire de Sucy, Commissaire Ordonnateur en Chef, sur la situation de l'Armée d'Italie, en date du 21 janvier 1796.

« Paragraphe 10. Hôpitaux :

« Ce service est celui de l'Armée qui s'est le mieux soutenu, il manque de fonds pour se réapprovisionner ».

Bonaparte prend, à ce moment, le commandement de l'Armée d'Italie, il s'inquiète aussitôt de l'emplacement des hôpitaux et manifeste le désir de les rapprocher de ses armées, afin d'éviter les évacuations au-delà du Var (une des principales causes de désertion à l'intérieur.

Les nouvelles dispositions prises assureront les moyens de placer 6.000 malades en deçà du Var. Au fur et à mesure de l'avance des troupes, de nouveaux hôpitaux seront créés en Italie.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Archives du Val-de-Grâce.

Bonaparte intervenait personnellement lorsqu'il le jugeait à propos et qu'il y avait urgence.

Q. G., Mai 1796.

« Au citoyen Lambert (1).

« Je suis informé, Citoyen commissaire, qu'il existe dans Plaisance nombre de blessés épars dans différents endroits et qui n'ont point encore reçu de soins, faute d'hospice et d'Officiers de Santé.

« Donnez les ordres les plus prompts pour qu'il soit établi sur le champ, à Plaisance, un hospice militaire assez commode et assez vaste pour y recevoir les malades et les blessés, faites-le suffisamment pourvoir d'Officiers de Santé, de médicaments et de tous autres objets nécessaires aux soins qu'exigent nos frères d'armes ».

« BONAPARTE. »

« N° 725 (2).

28 Juillet 1796.

« A Monsieur le Provéditeur général de la République de Venise, à Brescia.

« Le Général en Chef de l'Armée d'Italie, Bonaparte, vient de visiter les hôpitaux de l'Armée française en Italie et il a vu avec peine au moins 500 malades sans lit.

« Il vous demande de donner les ordres pour que les couvents de Saint-Faustin, La Pace, Saint-Pierre, Saint-Christ, Les Capucins, Les Théatins reçoivent pour demain avant midi, chacun 100 malades et leur fournissent vivres et soins. »

« N° 802.

Q. G., 20 juillet, Desenzano.

« Ordre au Commissaire Ordonnateur à Brescia de faire toutes ses dispositions et de donner des ordres pour évacuer sur Milan, sans délai, tous les malades et blessés qui sont à Brescia. »

Dès lors, le Service de Santé fonctionnera d'une façon plus rationnelle, les évacuations au loin seront considérablement restreintes et la plus grande partie des blessés soignés sur place, en Italie.

(1) Archives du Ministère de la Guerre (Correspondance de Bonaparte).

(2) Correspondance de Bonaparte. Archives du Ministère de la Guerre.

Nous avons pu retrouver un rapport de GROSSIER, Inspecteur du Service de Santé, rapport relatif à une tournée d'inspection effectuée en octobre-novembre 1796, dans les hôpitaux d'Italie.

HOPITAL MILITAIRE DE PLAISANCE.

28 Brumaire An V (18 octobre 1796) (1)

LELUT, Pharmacien chef de l'Armée des Alpes et d'Italie.

Hôpital Militaire N° 1, situé dans la maison Saint-Augustin, dans la partie Sud de la Ville.

La pharmacie est composée d'un laboratoire et d'une Pharmacie proprement dite, nous avons trouvé que les médicaments y étaient bien disposés et étiquetés, les qualités bonnes, mais les quantités insuffisantes. Le kina manquait depuis plusieurs jours et les Officiers de Santé en ayant un besoin pressant pour leurs prescriptions, le Pharmacien Chef est invité à s'en procurer dans le plus bref délai.

HOPITAL N° 2. - NORD-OUEST DE LA VILLE.

La pharmacie est au rez-de-chaussée, possède un dépôt de médicaments suffisant, mais comme ce dépôt est approvisionné par la pharmacie de l'hôpital N° 1, elle manque également de quinquina. Rapport de P. GROSSIER, inspecteur du Service de Santé.

HOPITAUX DE CREMONE.

Inspection du 30 Brumaire (20 Octobre 1796).

GROSSIER, Inspecteur du Service de Santé et LELUT, Pharmacien de l'Armée d'Italie.

HOPITAL N° 1, dit SAINT-VINCENT.

Partie Nord de la ville. La pharmacie et la tisanerie sont situées à gauche de l'entrée, bien tenues, le quinquina trouvé est de mauvaise qualité, les tisanes sont déposées dans des vases de bois, le pharmacien a été invité à se procurer des vases de terre connus sous le nom de jarres.

HOPITAL N° 2, dit CORPUS DOMINI.

Sud-Est de la ville, près le rempart. La pharmacie est bien disposée et bien tenue, mais il n'y a ni sucre, ni cassonade, le kina est de mauvaise qualité, ne remplit pas les vases qu'on s'en propose.

(1) Rapport de Grossier. Archives du Val-de-Grâce.

HOPITAL N° 3, dit SAINT-LAURENT.

Partie Ouest de la ville. La Pharmacie n'est pas encore établie et la tisane y est aussi placée dans des vases de bois, elle devra être placée dans des jarres de terre vernissée.

HOPITAL N° 1 DE CREMONE.

Malgré de fréquentes demandes en médicaments par le chargé de service, la pharmacie manque toujours, tantôt c'est un article, tantôt un autre, souvent plusieurs ensemble, les espèces apéritives et pectorales dont nous sentons à chaque instant le besoin et la nécessité sont finies depuis quelques jours. Le kermès minéral et la thériaque sont de mauvaise qualité, le kina est brut, grossier et sent le moisi; à son défaut, nous serions heureux que les espèces amères soient bien composées, mais le trèfle d'eau, la germandrée et la petite centaurée y sont très clairsemées ou pour mieux dire, n'y entrent pas du tout.

Armée d'Italie, An V, 22 Brumaire.

HOPITAL MILITAIRE DE LA SCALZE.

Sud-Est de la ville. Les médicaments fournis et préparés à l'Hôpital civil n'ont pu être vérifiés, quant à leur quantité. Cet hôpital devrait être supprimé le plus tôt possible, il est tenu par des Officiers de Santé étrangers.

HOPITAL CIVIL.

La pharmacie est bien disposée et bien tenue, les médicaments sont de bonne qualité. Observations du médecin Sazzier, 2 Frimaire, An V.

Hôpital N° 2. — La pharmacie manque toujours de quelques médicaments, tantôt espèces apéritives, tantôt espèces amères, le quinquina est de mauvaise qualité.

Rapport du médecin Marier, 3 Frimaire, An V.

HOPITAUX DE LODY.

HOPITAL N° 1, dit CIVIL.

Inspection du 26 Brumaire 1796. GROSSIER, Inspecteur, assisté de LELUT, pharmacien chef de l'Armée d'Italie et de LAMBERT, pharmacien chef de l'Hôpital.

L'hôpital est situé dans la partie est-sud-est de la ville, pharmacie bien tenue, les produits et en particulier le kina sont de bonne qualité.

HOPITAL N° 2, dit SAINT-DOMINIQUE.

Il est situé au nord-est de la ville, la pharmacie et en particulier le dépôt de médicaments sont bien tenus et avantageusement disposés. Journallement entretenu par la pharmacie de l'hôpital civil, le Pharmacien Chef est invité comme dans les autres hôpitaux à mettre la tisane dans des pots de terre vernissée au lieu de pots de bois.

HOPITAL MILITAIRE DE CODOGNE.

P. GROSSIER, Inspecteur du Service de Santé. L'Hôpital est situé dans la partie est de la ville, la pharmacie est en bon état, le kina est de bonne qualité, mais la tisane est dans des vases de bois, le pharmacien est invité à se procurer des vases vernissés.

HOPITAUX MILITAIRES DE MILAN.

D'après les rapports de P. GROSSIER, Inspecteur et LA-COUR, Pharmacien Chef de l'Armée d'Italie.

Hôpital sédentaire N° 1. — Sud-est de la ville. La pharmacie est grande et belle, elle est située dans l'aile sud et la tenue annonce l'exactitude et l'intelligence, tant des Officiers de Santé qui la dirigent que de ceux qui y sont employés. Les médicaments sont de bonne qualité, disposés et préparés avec soin, fournis par l'Administration civile et distribués avec attention par les pharmaciens militaires.

HOPITAL N° 2.

Ouest de la ville dans la maison Saint-Victor. La pharmacie située au premier est bien tenue, mais la tisanerie, située au rez-de-chaussée en est trop éloignée.

HOPITAL N° 3.

Nord de la ville, destiné aux fiévreux, la pharmacie est située au rez-de-chaussée et composée de 4 pièces : la pharmacie proprement dite, une tisanerie, un laboratoire et une chambre de garde, le tout bien tenu et pourvu de médicaments de bonne qualité.

HOPITAL N° 4.

Nord-Ouest de la ville. La pharmacie est située au rez-de-chaussée et comprend une tisanerie, un laboratoire; la pharmacie proprement dite n'est composée que d'une division de médicaments pour l'usage journalier, le quinquina examiné s'est trouvé de bonne qualité, mais le citoyen BOYER, Médecin Chef, a observé que ce n'était pas celui qu'on emploie actuellement; l'ayant demandé, il nous a été répondu que le reste avait été employé à de la décoction. Le citoyen pharmacien a répondu que, comme la plupart des autres remèdes, il était tiré de la pharmacie de l'hôpital civil, il en était de même pour le laudanum liquide qui a été trouvé louche et de mauvaise qualité.

HOPITAL N° 5.

Est de la ville. La pharmacie et le laboratoire sont en bon ordre, le kina de bonne qualité, le laudanum louche et faible.

Ainsi, seules les Pharmacies des hôpitaux situés dans les grandes villes, et qui pouvaient se réapprovisionner aux Hôpitaux civils locaux, étaient pourvues de médicaments en quantité suffisante.

L'étude des autres parties des rapports précédents fait ressortir que, dans tous les hôpitaux, le service d'hospitalisation proprement dit laissait considérablement à désirer. Nombreux sont ceux où les malades sont couchés sur des paillasses, à même le sol. La plus grande partie sont dans des lits à deux places, ceci malgré les différents règlements ayant interdit cette façon de procéder. Les soins eux-mêmes laissent également à désirer et les rapports signalent de nombreux cas où les malades sont laissés plusieurs jours sans soin. Au contraire, et malgré des difficultés identiques, le Service pharmaceutique fonctionne pour le mieux, les locaux sont toujours propres et bien tenus et les pharmaciens en chef de service font l'impossible pour se procurer sur place les médicaments et le matériel qui leur manquent par suite des difficultés de ravitaillement.

CHAPITRE II

LES MEDICAMENTS. — LE MATERIEL.

Nous venons de voir que, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, le Service de Santé réussit, grâce aux réquisitions, à établir en nombre suffisant les hôpitaux dont il avait besoin. Mais des locaux vides ne suffisent point pour soigner des malades, il faut encore du matériel pour les coucher et des médicaments pour les soigner.

Au début de la Campagne, en particulier, les réclamations sont nombreuses et des abus de toutes sortes prennent naissance.

Le 23 novembre 1792, les Officiers de Santé envoyaient aux législateurs de la République les observations suivantes relatives aux hôpitaux ambulants de l'Armée d'Italie.

(1) « Le camp du Var n'a reçu pour toutes ses pharmacies qu'un seul envoi de drogues en partie mauvaises, ce n'est qu'à l'époque où les députés du Corps administratif du Var sont arrivés à Grasse que les Officiers de Santé se sont adressés à eux et leurs réclamations n'ont pas été vaines, ils peuvent aujourd'hui, avec les drogues que le Département du Var a procuré, assurer le service des pharmacies de toute l'Armée pour longtemps, ce manque de drogues était si évident que, deux fois, l'escadre en a fourni.

« Lors du passage du Var, il n'existait à la suite de la colonne qu'un seul coffre de médicaments. »

Dans leur zèle apporté à satisfaire les demandes qui leur sont faites, les Députés firent si bien, qu'en Avril 1793, PARMENTIER trouve dans son inspection un mélange de drogues les plus disparates.

PARMENTIER arrive à l'Armée d'Italie fin Mars (primitivement Division de l'Armée des Alpes, puis Armée du Var, puis Armée d'Italie.

Le 11 avril 1793. Lettre manuscrite de PARMENTIER au Conseil de Santé dans laquelle il appelle l'attention sur l'abus fait à Marseille en particulier et en général dans

(1) Archives du Val-de-Grâce.

l'Armée du Midi, du miel (l'hôpital de Toulon en absorbe jusqu'à 80 kilos par jour), des citrons exprimés sur les plaies vénériennes comme préventif de la gangrène, de l'emploi abusif de l'onguent Citrin, etc...

Le 2 Mai 1793. Nouveau Rapport.

« Les Officiers de Santé, consultés sur l'état de leurs besoins, pressés de répondre, se bornèrent à demander un approvisionnement de drogues pour une armée de 30.000 hommes, cette réponse vague créa une équivoque et les Administrateurs crurent qu'il s'agissait de 30.000 malades; les approvisionnements furent fournis pour les drogues simples par Milot, droguiste de Saint-Denis, qui s'en est très bien acquitté. Pour les composés, préparés à Toulon, on s'adressa à toutes les classes d'Officiers de Santé, c'est-à-dire médecins, chirurgiens et apothicaires, civils, marins et militaires, d'où excès d'antiscorbutiques, alexipharmaques, sudorifiques suivant les goûts des uns et des autres, assemblages monstrueux d'onguents et d'emplâtres et manque d'objets les plus usuels, assemblages faits sans méthode, sans s'occuper du compendium qui, seul, aurait dû servir de base ou de l'apothicaire Major de l'Armée des Alpes, qui se serait empressé de déterminer les espèces et d'en régler les quantités. »

PARMENTIER fait le nécessaire, vend ce qu'il peut à la Marine, sur place et à Toulon, envoie le reste à Toulouse et Saint-Denis et fait venir le nécessaire; à ce moment, le Conseil de Santé lui envoie un état des drogues à acheter à Marseille pour le compte du dépôt de Saint-Denis et il reçoit également l'état des besoins des apothicaires des Armées du Rhin et de la Moselle. Ces mesures sont prises sur l'initiative du citoyen BAYEN que PARMENTIER considère comme le Bossuet de la Pharmacie...

Le rapport se termine par la mention suivante qui fait ressortir l'état insuffisant des Officiers du Service de Santé en général :

« Bientôt, les Officiers de Santé des Armées obtiendront la justice qu'ils méritent et feront oublier les inculpations faites, irrespectueusement s'entend.

« Salut et Fraternité. »

Le Conseil de Santé multiplie ses efforts et, grâce à PARMENTIER, dont nous retrouvons partout l'activité et la probité, il arrive à restreindre les pertes et à organiser les services.

La lettre suivante adressée par le Conseil de Santé à

(1) Archives du Val-de-Grâce.

Parmentier, éclaire d'un jour parfait l'état de l'approvisionnement en pharmacie aux armées, approvisionnement fait sans discernement par des incompetents.

Malgré qu'il répugne à faire du commerce, PARMENTIER, devant les nécessités du moment, fait le nécessaire, vend le trop-plein et achète ce qu'il manque.

10 Mai 1793 (An II). Lettre du Conseil de Santé au citoyen Parmentier, membre du Conseil de Santé chargé de l'Inspection des Pharmacies des Armées du Midi.

(1) « Les utiles opérations que vous avez faites à l'Armée des Pyrénées, citoyen et cher collègue étaient pour nous le sûr garant de la bonté de celles que vous allez faire à l'Armée d'Italie. Des hôpitaux nouvellement montés dans un pays qui offre peu de ressources et par des hommes peu accoutumés au service militaire doivent être susceptibles de beaucoup d'abus et c'est surtout dans la partie pharmaceutique qu'il doit en exister davantage. Nous croyons, sans peine, que l'approvisionnement des drogues avait été fait sans choix et sans mesure et nous vous devons des actions de grâce au nom de la Patrie, d'avoir réussi à débrouiller le chaos et à débarrasser les magasins des hôpitaux de l'Armée de tout ce qui était inutile et onéreux à la République. Nous avons senti la nécessité de faire un grand approvisionnement à Marseille pour venir promptement au secours des magasins des hôpitaux du Nord. Le citoyen Daguin avait communiqué sur ce projet ses vues au Conseil de Santé qui les avait approuvées; l'invitation que vous avez reçue de la part des régiments est une suite de cette disposition. Nous reconnaissons votre délicatesse dans votre refus d'acheter vous-même, vous auriez désiré qu'un administrateur eût été chargé de cet achat sous votre surveillance, cette marche eût, en effet été plus convenable, mais toutes les convenances doivent céder devant la nécessité et les besoins du Service et nous voyons, avec plaisir, que, malgré votre répugnance, vous avez bien voulu vous charger d'une opération qui a eu tout le succès désiré. Le renchérissement subit de tous les articles les plus recherchés et les plus beaux doit vous faire féliciter d'avoir terminé à temps une opération aussi économique pour le Trésor Public, etc., etc. »

Le service de réapprovisionnement s'organise, les Inspecteurs Heurteloup et Morin signalent la nécessité d'installer deux dépôts de médicaments pour le réapprovisionnement de l'Armée d'Italie.

Le 6 Prairial An 2, Robespierre représentant du peuple-près de l'Armée d'Italie fit imprimer le rapport suivant :

(1) Archives du Val-de-Grâce.

RAPPORT DE HEURTELOUP ET MORAIN

A NICE, 29 FLOREAL, AN II.

Vu et autorisé à être imprimé, par Robespierre, Représentant du Peuple près de l'Armée d'Italie, à Nice, 6 Prairial, An 2.

« Il faut considérer le Service de Santé de l'Armée d'Italie qui s'étend depuis Avignon jusqu'à l'entrée des plaines de Piémont. Il faudra deux Chefs pour la médecine et la chirurgie.

Quant au service de la Pharmacie, il est dit au titre XI du Règlement, Art. 7 et 9, qu'il y aura à la suite de chaque armée un dépôt de médicaments simples et composés, lequel sera confié à un pharmacien de 1^{re} classe, sous la responsabilité, etc. Par les raisons ci-dessus détaillées, il conviendrait qu'il y eût deux dépôts pareils pour le Service de l'Armée d'Italie. Alors, la besogne étant plus partagée et surtout la responsabilité, on doit croire qu'un seul chef pourrait suffire pour la Pharmacie puisqu'il n'a que la surveillance sur ces dépôts, étant seulement obligé de correspondre activement avec la Commission de Santé et l'Administration sur cette partie du Service.

ART. 4. — Les fonctions du Pharmacien en Chef seront détaillées par le règlement, il y aura deux dépôts de pharmacie pour le Service de l'Armée; l'un sera établi à Marseille, l'autre à Nice. Chacun de ces deux dépôts sera dirigé par un pharmacien de 1^{re} classe, sous la surveillance du Pharmacien en Chef.

Le dépôt de Marseille alimentera celui de Nice et les hôpitaux d'Avignon, Aix, Marseille, du Port de la Montagne, de Draguignan et de Digne.

Celui de Nice fournira aux hôpitaux de Nice, Saint-Pons, Oneille, Fort-Hercule, Villefranche, Antibes, Grasse, Vence, Entrevaux et à toutes les petites divisions d'ambulance déjà établies en avant où que l'on établira par la suite.

Voyons maintenant quels furent les besoins du Service de Santé en médicaments et matériels et la consommation qui en fut faite.

L'état sanitaire de l'Armée d'Italie fut particulièrement mauvais et les hôpitaux beaucoup plus encombrés par les malades que par les blessés; le climat fit de gros ravages et les principales affections furent les fièvres intermittentes, les diarrhées rebelles, le thyphus, etc...

Nous avons retrouvé un extrait de la situation sommaire de l'Armée d'Italie daté du 15 pluviôse, An II (1), qui signalait que, sur un effectif de 98.866 hommes, 30.501, c'est-à-dire près du tiers, se trouvait dans les hôpitaux.

On conçoit que, dans ces conditions, les besoins de médicaments furent considérables, heureusement que la thérapeutique de cette époque se contentait d'un nombre restreint de formules.

Voici telles qu'elles étaient établies en 1795, les prévisions en matériel et médicaments pour une armée de 700.000 hommes.

On conçoit que ces prévisions établies, quant au matériel, pour 15.000 malades et pour les médicaments pour 6.000 malades, se soient montré nettement insuffisantes.

(2) *Prévision des besoins d'une Armée de 700.000 hommes.* — Etablissements nécessaires pour 15.000 malades au moins. — Approvisionnement pour assurer le Service jusqu'au 15 Germinal :

Drogues et médicaments	54.680 fr.
Mortiers et pilons	30
Chaudrons de pharmacie	20
Urinoirs	30
Crachoirs	30
Biberons	60
Bassins de lit	40
Seringues à lavement	30
Seringues à injection	60
Balances de pharmacie	20
Trébuchets avec grains	20
Bandages à hernies gauches	200
Bandages à hernies droits	200
Bandages à hernies doubles	100
Sondes élastiques	600
Bougies élastiques	600
Linge à pansement	30.000 aunes

Ustensiles dont l'achat se fera sur place :

Appareils de pharmacie : 40 appareils à 9 fr.	360 fr.
Tamis de crin : 40 à 3 et 10 fr.	140 —
Tamis de soie : 40 à 6 fr.	240 —
Brancards : 200 à 9 fr.	1.800 —
Caissons de pharmacie : 40 à 12 fr.	480 —

(1) Archives du Val-de-Grâce.

(2) Archives du Val-de-Grâce.

ETAT DES MEDICAMENTS NECESSAIRES POUR ASSURER
LE SERVICE DES HOPITAUX DE L'ARMEE PENDANT
UN MOIS POUR 6.000 MALADES (1).

	Livres		Livres
Agaric de chêne	126	Liqueur d'Hoffmann	50
Aloès décoction	6	Litharge	300
Amandes douces ...	60	Manne	500
Acide nitrique	10	Mercure cru	100
Acide sulfurique	50	Mercure doux	2
Alkali volatil fluor ..	10	Magnésie	25
Alkali végétal	25	Musc	10 onces
Alun	20	Miel	3.000
Antimoine	16	Noix de galles	25
Bois de gayac râpé	200	Pierre infernale	1,8
Bois de sassafras ..	200	Oignons de scille ..	200
Baies de genièvre ..	200	Pierre à cautère	4
Baume du Pérou ..	1	Poix résine	150
Borax	20	— noire	25
Cassonade	1.000	— de Bourgogne	150
Cire jaune	100	Précipité rouge	3
Colophane	50	Racines de guimauve	300
Corne de cerf râpée	120	— d'aunée	50
Cantharides	25	— chiendent	
Coralines de Corse ..	25	— gentiane	200
Crème de tartre	300	— jalap	50
Camphre	60	— ipécacuanha	60
Conserves de roses	6	— patience	500
Cons. de kinorodon	20	— réglisse	3.000
Diascordium	200	— rhubarbe	150
Ecorce de canelle ..	6	— salsepareille	150
Ecorce de kina kina	2.000	— serpentaire ..	30
Espèces simarouba ..	150	— squine	200
Espèces amères	1.000	Résine élémi	20
— apéritives ..	500	Roses rouges	20
— aromatiques	200	Scamonnée	16
— émollientes	1.000	Séné	300
— pectorales	1.000	Semences d'anis	10
— vulnéraires	100	Cévadille	200
Extrait de réglisse ..	300	— Semen contra	120
Esprit de vin	200	Lin	600
Eau-de-vie	100 pintes	Moutarde	125
Essence de térébent.	16	Safran oriental	10
Feuilles d'absinthe ..	200	Savon blanc	25
Feuilles capillaires ..	60	Sel ammoniac	25
Fleurs camomille	260	Sel commun	300
— violettes	28	— d'Epsom	600
— mauves	75	— de Nitre	60
— sureau	400	Styrax liquide	100
— girofles	6	Sublimé corrosif	2
Iris de Florence	15	Suif de mouton	200
Gomme adragante ..	10	Tamarin	600
— arabique	200	Térébenthine	300
— ammoniacque	60	Thériaque	200
— galbanum	10	Bougies élastiques N°	25
Sagapénium	10	Sondes élastiques N°	50
Mirrhes	6	Vitriol blanc	10
Graisse de porc	600	— bleu	10
Huile d'olive	1.000	— vert	15
Kermès minéral	1		

(1) Archives du Val-de-Grâce.

Jusqu'en 1795, les médicaments nécessaires à l'Armée d'Italie furent fournis par le Magasin Général des médicaments, puis, après l'occupation de Milan, un dépôt fut organisé sur place qui se réapprovisionnera en partie auprès de la Pharmacie civile.

Ce dépôt était installé à la Maison Saint-Dalmas, il se composait de 6 pièces chauffées et avait pour pharmacien en Chef: HUTIN. Une inspection eut lieu les 16 et 17 Brumaire, An V, sous la direction de GROSSIER, Inspecteur général, assisté de LACOUR et LELUT, pharmaciens en chef et adjoint, de BOYER, pharmacien en Chef des hôpitaux et de HUTIN. De cette inspection, il ressort que « tous les médicaments et onguents examinés sont de bonne qualité, mais les quantités presque nulles, sous le rapport des besoins, l'émétique dont on se sert est cristallisé et la dose ordinaire est de 3 grains.

Les Officiers de Santé de chaque partie ayant été appelés à présenter leurs observations, les médecins ont représenté que le nombre des pharmaciens ne pouvaient pas suffire quel que fut leur zèle; d'autre part, les pharmacies n'étant approvisionnées qu'au fur et à mesure des besoins journaliers, ils demandent qu'elles le soient au moins pour un mois.

Les pharmaciens font observer que s'ils ne sont pas mieux approvisionnés, c'est que, jusqu'à ce jour, ils ont dû tirer leurs besoins de la pharmacie civile.

Nous avons pu retrouver un état des médicaments existants au dépôt de l'Armée d'Italie et donnant la consommation de médicaments faite pendant un mois.

(1) ARMÉE D'ITALIE. — Etat des médicaments existants au dépôt au 1^{er} Vendémiaire, de ceux entrés ou expédiés ou qui s'y sont consommés pendant ledit mois et de ceux qui y restent au premier du mois de Brumaire, An V (Oct.-Nov. 1797) :

Médicaments	Existants au 1 ^{er} Vendémiaire.			Entrés pendant le mois de vendémiaire			Expédiés ou consommés en vendémiaire			Restants au 1 ^{er} brumaire		
	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.
Agaric	3	8	6	4			7	4			4	6
Arnica	20	2								20		
Amandes douces ..	283	14					165	8		118	6	
Anis	12	10	6					8		12	2	6
Acide muriatique .	1	14								1	14	
— sulfurique ..	399	5					66	4		333		
— nitrique ...	33	5	6				3	6		29	15	
Alcali fixe	75	2	4				12	8		62	10	4
— volatil	5	8					5	1			7	
Alun	14	12	4				14	12				4
Alun calciné	8									8		

(1) Archives du Val-de-Grâce.

Médicaments	Existants au 1 ^{er} Vendé- miaire.			Entrés pen- dant le mois de vendé- miaire			Expédiés ou consommés en vendé- miaire			Restants au 1 ^{er} brumaire		
	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.
Antimoine	48	1	6					6		47	11	6
Aloès	23	10	4				2			21	10	4
Alkali muriatique.	33	5	6							33	5	6
Baume de Copahu	33	5	6				10	4		23	1	6
Baume du Pérou .	2									2		
Bol d'Arménie	6						1			5		
Cannelle	17	4	7				9	4		8		7
Cascarille	19	8					1			18	8	
Coraline de Corse .	200	2	4				47			153	2	4
Capillaire	9	6						8		8	14	
Cévadille	70	11	4				30			40	11	4
Coriandre	13	5	4							13	5	4
Cire jaune	609	5					127	2		582	3	
Camphre	127	5					42			85	5	
Colophane	103	14					81	8		22	6	
Conserve de roses.	6						5	4			12	
Crème de tartre ..	36	14		82			118				14	
Cantharides	28	13	6				27	8		1	5	6
Corne de cerf râ- pée	34						10			24		
Corne de cerf pré- parée	6	10	6							6	10	6
Céruse	4									4		
Cassonade	307	11	4							307	11	4
Diascordium	243	6					143			100	6	
Dictame de crête .	30									30		
Espèces amères ..	38			30			64			4		
— apéritives.	80			25			101			4		
— aromatiq.	68						55			13		
— pectorales.	29			100			74			55		
— vulnérair.												
Extrait de cigüe ..		9						9				
— genièvre ..	30						16			14		
— réglisse	340	4					99			241	4	
Esprit cochléaria .	1	8					1				8	
Eau-de-vie	34						24			30		
Eponges fines	8						1		2	6	14	
— préparées.		8							4		4	
Extrait de Saturne	18											
Emplâtre aglutina- tif	16	8										
Emplâtre simple ..	45	6		150			149			45	10	
— diachylum	97	2		112			143			66	12	
— de Vigo .	25	10					17		4	8	6	
Extrait amer	4						4					
Esprit de vin												
Empl. vésicatoire .	36	10					31			5	10	
Essence de téréb.	2			4			5		8		8	
Extrait d'aconit ..	1									1		
Empl. de cigüe ..												
Empl. de savon ..												
Fleur de soufre ..	140	8					126			14	8	
Gentiane	16	10	7				7			9	10	7
Gingembre	6	10	6							6	10	7
Gayac	150	7					25			125	7	
Girofle	4	7	4						4	4	3	4

Médicaments	Existants au 1 ^{er} Vendémiaire.			Entrés pendant le mois de vendémiaire			Expédiés ou consommés en vendémiaire			Restants au 1 ^{er} brumaire		
	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.
Gomme adragante.	16	10	7				4	8		12	2	7
— arabique .	150	13					63	15		87	2	7
— ammoniac.	26	15	7				7	10		19	5	7
Galbanum	15	14	2				4	2		11	12	2
Graisse de porc . .	146	12								146	12	
Graisse de mouton .	177	8								177	8	
Huile	379	8					152			227	8	
Hellebore noire . .		11									11	
Jalap	337	9	4				34	12		302	2	4
Ipécacuanha	136											
Iris de Florence . .	16	10	7				3	8		13	2	7
Kinkina	2009	12		133	7		1484			659	3	
Kermès	1	12		1			2	1			11	
Laudanum	24	5		4			27	3			8	
Liqueur d'Hoffman.	4	4		4			7	7			13	
Litharge	440	9					155			285	7	
Moutarde	49	15	6				9			40	15	6
Mauve	1981	5					620			1361	5	
Miel	660	7					26	12		633	11	
Mastich	6	10	6							6	10	6
Mirrhe	5	14					4	14		1		
Magnésie	12	7	2				7	8		4	15	2
Mercure crû	341	9	4				27			324	9	4
Mercure doux	5	15					1	10	4	4	3	4
Minium	38	11								38	11	
Manganèse	20		2							20		2
Musc		2	7								2	7
Noix de galle	19	10								19	10	
Oignons de scille . .	46						12			34		
Oliban	4									4		
Opium	18	14					7	1		11	13	
Orpiment	6	10	6							6	10	6
Onguent d'Arcéus . .	59	10					23	14		35	12	
Onguent antipsorique	50									50		
Onguent basilicum . .	79						15	8		62		
Onguent de basilicum	113	10					37	12		75	14	
Onguent Stirax . . .	52	12					42			76	12	
Onguent Mercuriel . .	3									3		
Poivre noir	10		1							10		1
Poix de Bourgogne . .	266	14					28			238	14	
— noire	266	10	4				46			181	10	4
— résine	273	4					38			235	2	
Pierre infernale . . .	1	4	1					14	12	1	5	7
Précipité rouge . . .	17	2	4				1	6		15	12	4
Racines d'aunée . . .	35	14								35		
Racines Aristoloches	13	6								13	6	
Régisse	2699	5					1552			1547	35	
Rhubarbe	155	9					55	12		99	13	
Roseau aromatique . .	5	10	6							6	10	6
Roses rouges	16	10	7				3			13	10	7
Résine glémélémi . .	130	10					16	8		114	2	
— gayac	1									1		
Salsepareille	86	9	6				39			47	9	

Médicaments	Existants au 1 ^{er} Vendé- miaire.			Entrés pen- dant le mois de vendé- miaire			Expédiés ou consommés en vendé- miaire			Restants au 1 ^{er} brumaire		
	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.	L.	O.	G.
Sassafras	94	3	4				46			48	3	4
Squine	34	6					29			5	6	
Serpentaire de Vir- ginie	7	10					4	8		3	2	
Simarouba	142	3					27			115	3	
Séné	1974	11					296			1678		
Safran	8	15	6				1	10		7	5	6
Semen contra	20	10	1				17	12		2	14	1
Semences de lin ..	14	6					2			12	6	
Sajapenum	15	14	2				4	2		11	12	2
Scamonnée	16	10	7				7	13		10	13	7
Styrax liquide	124	12					17	10		107	12	
Styrax calamito ..	7	4	6							7	4	6
Sel de nitre		5									5	
Sel marin												
Sel ammoniac	74	4					35			39	8	4
Sel d'Epsom	1906	4					573			1333	4	
Sublimé corrosif ..	5							7	2	4	8	6
Sel de Saturne ..	6	10	6							6	10	6
Savon médicinal ..	33	5	6							33	5	6
Tamarin	3996	6					414			3582	6	
Thériaque	234	4					123			116	4	
Teinture d'aloès ..	5		4				6	2	4	10	6	
— de canelle	5	8		11	8		1	8		4		
— de myrrhe	5		4				6	2	4	10	6	
Tartre émétique ..	2	13	4	11	8		4	11		2	2	4
Térébenthine	162	9		4			31	10		130	15	
Tormentille	6	10	6							6	10	6
Verre d'antimoine.	33	11	6				6	4		27	7	6
Verre de gris	8						2	2		5	14	
Vitriol blanc	13	6	2				3	12		9	10	2
— vert	25	8	7					2		24	12	7
— bleu	13	10	6				2	1		11	9	6
Vinaigre	307						20			280		
Yeux d'écrevisses .	2							11		1	5	

Certifié exact. Le Pharmacien en Chef chargé des Dépôts.

Signé : BOYER.

En comparant les deux états précédents, celui des prévisions et celui de la consommation pour un mois, on remarque que les quantités prévues dans le premier état sont très nettement au-dessus des quantités réellement nécessaires; nous relevons au hasard :

	<i>Quantités prévues</i>	<i>Quantités utilisées</i>
Agaric.....	126 livres	7 liv.
Gayac.....	200 livres	25 liv.
Espèces pectorales.....	1000 livres	74 liv.
Gomme arabique.....	200 livres	63 liv. 15 onces
Miel.....	3.000 livres	26 liv. 12 onces
Racines de réglisse.....	3.000 livres	1.552 liv.
Semences de lin.....	600 livres	2 liv.
Safran.....	10 livres	1 liv.
Térébenthine.....	300 livres	31 liv.

Par contre, d'autres prévisions s'avérèrent insuffisantes :

	<i>Quantités prévues</i>	<i>Quantités utilisées</i>
Cire jaune.....	100 livres	127 liv.
Colophane.....	50 livres	81 liv. 8 onces
Ecorces de canelle.....	6 livres	9 liv. 4 onces

Or, malgré les prévisions nettement supérieures aux besoins réels, nous avons vu plus haut que, lors de l'inspection, les dépôts manquaient de médicaments en quantité suffisante, ce qui prouve que la question du ravitaillement a toujours été une question difficile à laquelle il est nécessaire d'apporter toute son attention pour pouvoir satisfaire aux besoins des armées en campagne et ceci d'autant plus que le théâtre des opérations s'éloigne des centres de ravitaillement.

Nous avons vu au cours des inspections précédentes que la plus grande partie des drogues était de bonne qualité, seul ou à peu près, le quinquina semble avoir donné lieu à des mécomptes et fréquemment, les médecins ont rejeté sur lui les échecs constatés dans certains traitements.

(1) En 1796, Froment, médecin de l'Armée d'Italie signalait encore dans un rapport que, en particulier au siège de Mantoue, les insuccès constatés dans le traitement des fièvres intermittentes par le quinquina était dus à des quinquinas de mauvaise qualité.

Les formules utilisées le plus souvent furent celles du formulaire des hôpitaux, toutefois, certains médecins possédaient des formules personnelles; nous avons pu retrouver celles qui furent prescrites par Rouquière, médecin Chef de l'Hôpital n° 2 de Crémone, nous les transcrivons ici dans leur originalité (2).

(1) Archives du Val de Grâce.

(2) Archives du Val de Grâce.

FORMULES PRESCRITES PAR ROUQUIERE.
HOPITAL MILITAIRE DE CREMONE N° 2.

Teinture d'absinthe composée.

Somnités d'absinthé fleuri
Kina Kina
Serpentaire de Virginie
Muriate ammoniacal
Alkool de vino

La dose de :

Opiate fébrifuge.

Tartrate de potasse antimonie
Kina Kina pulvérisé
Muriate ammoniacal* Triturer le tartrate avec le
Rhubarbe muriate ammoniacal pour le
Sirop de rhamnus cathart neutraliser et ajouter le reste.

La dose :

Rarement :

Pilules de savon aloétiques.

Aloès pulvérisé
Rhubarbe pulvérisée
Savon médicinal
Sirop de raamnus

La dose de IV au plus, du poids de grains VI, chaque

Teinture tonique apéritive.

Kina Kina }
Rhubarbe } àà
Gentiane }
Ecorces d'oranges
Cannelle
Carbonate de soude
Alkool de vino

La dose jusqu'à :

mais rarement.

Vin tonique.

Kina Kina
Gentiane
Rhubarbe } àà
Ecorces d'oranges }
Cannelle
Bayes de genièvre
Vin rouge

Dose :

au plus.

Aloès } àà
Myrrhe }
Oxyde de fer
Extrait de genièvre } àà 90
Extrait d'absinthe ... }
Gayac pulvérisé
Rhubarbe pulvérisée
Scille pulv.
Oxyde d'antimoine ..

La dose est jusqu'à :

= un gros 3 g. 824

= livre 489 g. 503

= une once 30 g. 594

= un grain 0, g. 053

Dès cette époque, le traitement de la gale qui sévissait considérablement dans l'armée, avait fait l'objet d'instructions spéciales.

INSTRUCTION DU 28 GERMINAL, AN IV

destinée aux Officiers de Santé chargés de traiter sous la tente les militaires atteints de gale simple dans les camps.

Il ne doit être employé d'autre purgatif que le bol de Jalap, du formulaire. Lorsque l'éruption est complète, frictions avec « onguent de soufre ».

L'Officier de Santé s'assurera de l'emploi du topique dont l'application se fera en sa présence. Lorsque la gale aura disparu, l'Officier de Santé prescrira un bain de propreté et s'assurera que le linge a été lessivé et les vêtements désinfectés à la vapeur de soufre.

Les bols purgatifs, l'onguent de soufre, le soufre pour désinfecter les habits seront fournis par la Pharmacie de l'Armée. Il en sera délivré une quantité suffisante aux plus anciens chirurgiens des Corps armés du camp. Il tiendra ces objets en dépôt pour en faire, entre ses collègues et sous sa responsabilité la répartition convenable. Cette distribution aura lieu tous les 10 jours.

Nous avons terminé l'étude des moyens matériels dont disposa le Service de Santé pendant cette campagne d'Italie, examinons maintenant quel en fut le personnel et comment il fut choisi.

REPRODUCTION D'UNE NOMINATION DE PHARMACIEN
EN CHEF

[illegible]

CHAPITRE III

LE PERSONNEL PHARMACEUTIQUE

Le bouleversement intérieur et l'émigration ont laissé le Service de Santé complètement désorganisé. Pour faire face aux besoins des Armées, besoins grandissant avec le nombre et la force de ces armées, la Convention Nationale se voit obligée de réquisitionner tous les pharmaciens de 18 à 40 ans par le décret du 1^{er} août 1793.

DECRET DE LA CONVENTION NATIONALE

DU 1^{er} AOUT 1793 (1)

La Convention Nationale décrète :

ART. 1^{er}. — Tous les Officiers de Santé pharmaciens, chirurgiens et médecins depuis l'âge de 18 ans jusqu'à celui de 40, sont mis à la réquisition du Ministre de la Guerre.

ART. 2. — En conséquence, les citoyens ci-dessus seront tenus d'adresser au Ministre de la Guerre 15 jours après la publication du présent décret, les attestations qui constatent :

- 1° Le nom de leur famille et de leur lieu de résidence.
- 2° Leur âge.
- 3° Le **nom du département** dans lequel ils sont domiciliés.
- 4° Le temps depuis lequel ils étudient et exercent leur art.
- 5° Les exemplaires des ouvrages qu'ils auront pu publier dans leur profession respective.

Ces renseignements avaient, certes, leur utilité, mais la condition primordiale pour obtenir la place d'Officier de Santé était de posséder un brevet de civisme, ainsi que le montre la réponse adressée par le Conseil de Santé à Gautier, adjoint au Ministre de la Guerre, qui lui avait transmis quelques demandes.

(1) Archives Nationales.

Extrait de la lettre (1).

25 Novembre 1793.

« Gautier, adjoint au Ministre de la Guerre, aux citoyens composant le Conseil de Santé.

Il leur envoie les lettres reçues demandant des places d'Officiers de Santé, à fin d'examen.

On y trouve les demandes de :

« BRONGNIART, Pharmacien Major de l'Hôpital de Ville affranchie, demande la place d'apothicaire en Chef de l'Armée qui marche contre les rebelles de Toulon.

Réponse : Qu'il fasse justifier de son civisme par la municipalité actuelle. »

« DURANTY, Pharmacien d'Anvillar (Lot-et-Garonne), demande une place en Chef d'un hôpital quelconque.

« MARSURE, Apothicaire à Celby.

Cette façon de procéder, amena aux Armées des pharmaciens remplis de la meilleure volonté, mais pour beaucoup incapables de rendre d'utiles services en raison de leur âge et de leurs connaissances.

Nombreux sont ceux qui ont moins de 20 ans et quelques mois seulement de pratique professionnelle.

Relevons au hasard des états de service :

Tavernier, 18 ans; Le Roy, 17 ans; Bourbier, 16 ans; Masson, 16 ans; Borelly, 16 ans; André, 19 ans, etc...

Aussi de nombreuses réclamations arrivent-elles au Service de Santé. Dès le 23 novembre 1792, les Officiers de Santé eux-mêmes avaient fait parvenir aux législateurs de la République des observations relatives au mauvais fonctionnement du Service. 18 mois plus tard, le 10 mai 1793, PARMENTIER, alors inspecteur des pharmaciens des Armées d'Italie fait de même dans son rapport au Conseil de Santé.

Le Conseil de Santé fait son possible et adresse aux Officiers de Santé en Chef la proclamation suivante :

6 Janvier 1794

« Proclamation du Conseil de Santé aux Officiers en Chef des Armées et des hôpitaux de la République (2).

Le Conseil exalte les vertus républicaines, regrette que certains hommes aient cru devoir se consacrer à des fonctions pour lesquelles ils n'étaient pas destinés et il recommande aux Officiers de Santé connaissant leur profession de

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Archives du Val-de-Grâce.

faire profiter de leurs connaissances ceux de leurs collègues qui les ignorent.

Le passage relatif aux pharmaciens est le suivant et éclaire l'état des connaissances pharmaceutiques à ce jour :

« Les drogues simples qui entrent dans les approvisionnements des pharmacies étant présentées sous les rapports de leur origine, de leur nature, de leur choix et de leur conservation offriront aux pharmaciens les moyens de faire un cours de matières médicales.

Les opérations extemporanées qui ont lieu journellement dans les laboratoires, expliquées et développées par eux seront une nouvelle source d'instruction pratique. Quoi que les opérations chimiques usitées dans les hôpitaux militaires soient peu nombreuses, elles suffisent néanmoins pour donner occasion au développement des principaux phénomènes de cette partie importante de la physique.

Si, dans le nombre des Officiers de Santé attachés à un hôpital, il s'en trouve un assez familier avec cette belle partie de l'histoire naturelle : la botanique, pour faire tourner ses connaissances au profit de ses confrères, nous espérons que, quel que fût son grade, quel que fût le genre de ses occupations, il s'empresserait de donner à ses confrères des leçons pratiques sur cette science et ferait dans la saison favorable des excursions pour connaître les plantes du canton et les ressources qu'elles pourraient fournir à l'art de guérir, il indiquerait la manière de cueillir les plantes, la saison propre à faire cette récolte, ainsi que les préparations nécessaires pour leur conservation, enfin Citoyen, il nous reste à vous proposer pour objet de ces leçons la meilleure manière de remplacer les médicaments exotiques par nos productions indigènes. »

Indépendamment de l'insuffisance technique de nombreux Officiers de Santé, beaucoup d'entre eux profitaient du désordre qui sévissait à l'armée et tardait à rejoindre leur poste, le Conseil de Santé s'en émeut et réclame au Ministre de la Guerre des moyens de contrôle, ainsi qu'il ressort du rapport de la séance du Conseil de Santé du 22 août 1793.

LE CONSEIL DE SANTE AU MINISTRE DE LA GUERRE (1)

« Le Conseil de Santé est témoin depuis longtemps de la négligence coupable que mettent plusieurs Officiers de Santé à se rendre à leur poste et de l'abus qui règne dans les congés

(1) Archives du Val-de-Grâce.

qu'ils obtiennent de la part des citoyens qui ne devraient pas avoir le droit d'en accorder. »

Le Conseil réclame des mesures sévères, obligation de faire contrôler à l'arrivée leur congé, et pour ceux qui ont des Commissions, de faire savoir la date de leur départ, etc... »

Si de nombreuses réclamations parvenaient au Conseil de Santé, ce dernier n'était pas lui-même à l'abri des critiques et il doit se défendre contre des accusations provoquées par la jalousie vraisemblablement.

C'est cette nécessité qui motive le rapport du 27 Thermidor, An III.

RAPPORT DU CONSEIL DE SANTE DU 27 THERMIDOR, AN III (1)

« Au sujet des soi-disants avantages dont bénéficieraient les membres du Conseil de Santé. Ce rapport établit que leurs occupations, 7 heures de séance par jour, etc..., ne leur permet pas de profiter de l'exercice de l'art de guérir mais que leur temps est entièrement utilisé pour le service de l'Armée.

A cette époque, le Service de Santé dépend entièrement du Conseil de Santé qui se compose de 5 membres pour la Pharmacie :

BAYEN Pierre	71 ans
PARMENTIER Auguste	58 ans
HEGO Herménégilde Joseph	59 ans
PELLETIER Bertrand	34 ans
BRONGNIARD Antoine	53 ans

Le traitement prévu était de 7.200 livres.

Brongniart était à ce moment pharmacien chef de l'Armée d'Italie et il ne siégera à cette Commission que plus tard ainsi que le montrent les émargements du Conseil de Santé où il figure seulement à partir de juin 1795 (2).

Dès que les circonstances le permirent, le Comité de Salut Public prit un arrêté permettant le licenciement d'un grand nombre d'Officiers de Santé.

(1) Archives Nationales.

(2) Archives du Val-de-Grâce.

EXTRAIT DES ARRETES DU COMITE DE SALUT PUBLIC
24 MESSIDOR, AN III.

Dans la quinzaine au plus tard qui suivra le présent arrêté, tous les Officiers de Santé (médecins, chirurgiens, pharmaciens) qui n'étaient point attachés aux Armées ou à un hôpital militaire avant le 1^{er} janvier 1789 et qui, depuis cette époque, n'ont point été nommés ou confirmés dans leur grade, seront licenciés.

Chaque Officier recevra à titre d'indemnité un ou deux mois d'appointements, selon qu'ils seront situés à plus ou moins de cent lieues de leur domicile.

A la suite de cet arrêté, le Conseil de Santé obtient le licenciement d'un certain nombre d'Officiers de Santé.

ARRETE DU 2 FLOREAL N° 1827 CONSEIL DE SANTE (1).

Le Comité de Salut Public, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de Santé sur les abus qui se sont glissés dans le Service de Santé de l'Armée d'Italie arrête :

ART. 1^{er}. — Les nominations provisoires d'Officier de Santé en Chef de l'Armée d'Italie sont annulées..., JOFFRIN, pharmacien chargé en Chef du Service de Santé pour l'expédition maritime, reprendra les fonctions de pharmacien de 1^{re} classe; de même pour FRAGONARD, nommé à la place d'adjoin au pharmacien en Chef de la même armée.

JOFFRIN est envoyé au Quartier Général de l'Armée des Alpes où il prendra les ordres du Pharmacien Chef de cette armée, qui lui indiquera le lieu où il sera employé comme pharmacien de 1^{re} classe.

7 Août 1795.

Le Conseil de Santé informe le Commissaire Ordonnateur de l'Armée d'Italie que l'ordre de réquisition de FRAGONARD, Pharmacien de 1^{re} classe, employé à l'Armée d'Italie, est suspendu et que ledit pharmacien devra être licencié par mesure d'économie et de sagesse, décision du Conseil de Santé du 5 août 1795.

(1) Archives du Val-de-Grâce.

7 Août 1795.

Séance de Fructidor du Conseil de Santé.

Le Conseil de Santé au Commissaire Ordonnateur de l'Armée d'Italie (1).

« Nous vous informons, Citoyen, que par un arrêté du Comité de Salut Public du présent mois, les effets de la loi de la réquisition des Officiers de Santé sont suspendus à l'égard du Citoyen FRAGONARD, pharmacien de 1^{re} classe, employé dans l'Armée d'Italie.

Nous vous prions, Citoyen, d'en favoriser en ce qui vous concerne l'exécution ».

Nous retrouvons à la date du 9 Thermidor, An 2, un autre arrêté de licenciement.

Conseil de Santé.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 Thermidor, An II.

Août 1795.

Le Conseil de Santé,

à la Commission des Secours Publics.

Nous vous adressons ci-joint, Citoyens, copie d'un arrêté du Comité de Salut Public du 29 Messidor dernier, qui suspend l'effet de la réquisition comme Officiers de Santé à l'égard des citoyens :

ALLIER, Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, Nice.

AMET, Pharmacien de 2^e classe à la même Armée, Marseille.

TRASTOUR, Pharmacien de 3^e classe, à la même Armée, Antibes.

Nous vous prions citoyens de nous accuser la réception de cet arrêté et d'en favoriser l'exécution en ce qui vous concerne.

Nous en donnons connaissance aux citoyens qui y sont dénommés, aux Commissaires Ordonnateurs et aux Officiers de Santé en Chef des Armées auxquelles ils sont attachés.

Salut et Fraternité.

Signés : BAYEN et PARMENTIER.

(1) Archives du Val-de-Grâce.

Après avoir fait ce qui était en son pouvoir, pour sélectionner le recrutement des Officiers de Santé, le Conseil de Santé s'occupa d'améliorer leurs conditions, et le 15 août 1795, le Comité de Salut Public prend, dans ce but, l'arrêté suivant :

(1) ART. 1^{er}. — Les Officiers de Santé attachés au Service de Santé des Armées, continueront de jouir, indépendamment de leurs appointements, de leurs rations de pain et de viande qui leur ont été accordées par arrêté du 8 Prairial, sans retenue, mais ceux qui profiteront du bénéfice dudit arrêté ne pourront percevoir à la fois l'indemnité décrétée le 4 pluviôse dernier et elle cessera de leur être versée.

ART. 2. — Les Officiers de Santé de toutes les étapes commissionnés définitivement pour le Service de Santé des Armées ou employés depuis plus d'un an et qui seront conservés après la réforme ordonnée par l'arrêté du 24 Messidor dernier, jouiront de l'avantage accordé aux Officiers militaires par les lois du 4 Messidor et 5 Thermidor dernier ; en conséquence, il leur sera délivré des magasins de la République et à chacun d'eux un habillement complet, l'état des Officiers de Santé sera fourni par le Conseil de Santé.

ART. 3. — Indemnité de déplacement prévue payable à l'avance sur le pied de 15 livres par lieue de poste pour les Officiers de Santé de 1^{re}, 2^e et 3^e classe.

Cette indemnité sera payée à Paris et aux environs par les préposés de l'agence générale des hôpitaux militaires.

Pour les Officiers de Santé en Chef, les frais de déplacement seront remboursés.

LES NOMINATIONS.

Nous avons déjà remarqué et nous pourrions le vérifier par la suite que, jusqu'en 1795, les vertus civiques faisaient plus pour les nominations d'Officiers de Santé que la valeur scientifique. Si les propositions étaient faites par le Conseil de Santé, la nomination devait être acceptée par le Comité de Salut Public. Nous donnons ici la copie des documents concernant la nomination de Vigier.

(1) Archives Nationales.

Commission
de Santé

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

—
Hôpitaux
Militaires
(1)

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE
LA FRANCE EST REVOLUTIONNAIRE
JUSQU'A LA PAIX.

Les délais pour l'exécution des lois et des
mesures de Salut Public seront fixés, la
violation des délais sera punie comme un
attentat à la liberté.

.....

Paris, le (1794) An deuxième
de la République une et indivisible.

La Commission de Santé.

Au Citoyen,

D'après les dispositions ordonnées par l'ar-
rêté du Comité de Salut Public, du 30 Ger-
minal dernier, la Commission de Santé, Ci-
toyen, a besoin de nouveaux renseignements
pour te présenter à la Commission des Se-
cours Publics en qualité d'Officier de Santé.
Nous t'invitons, en conséquence, à nous
adresser, sous le couvert de la Commission
des Secours Publics, tous les *éclaircissemens*
désignés dans le tableau dont le modèle est
ci-joint.

Salut et Fraternité.

Les renseignements donnés ne suffisent pas et la Com-
mission de Santé convoque l'intéressé pour de nouveaux
éclaircissements.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

**Commission
de Santé**

**Hôpitaux
Militaires**
(1)

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE.

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE
LA FRANCE EST REVOLUTIONNAIRE
JUSQU'A LA PAIX.**

Les délais pour l'exécution des lois et des
mesures de Salut Public seront fixés, la
violation des délais sera punie comme un
attentat à la liberté.

Paris, le (1794) An deuxième
de la République une et indivisible.

La Commission de Santé.

Au Citoyen,

D'après les dispositions ordonnées par a'ar-
rêté du Comité de Salut Public du 30 Ger-
minal dernier, la Commission de Santé,
Citoyen, a besoin de nouveaux renseignements
pour te présenter à la Commission de Se-
cours Publics, en qualité d'Officier de Santé.
Nous t'invitons, en conséquence, à passer
demain à deux heures pour compléter les no-
tes de ton inscription, et donner tous les
éclaircissements qui te seront demandés. Tu
auras soin de porter avec toi tous les titres
qui constatent ton âge, la profession de tes
parents, l'état de tes services, les emplois que
tu as occupés, ainsi que la preuve de ton
patriotisme, de ta capacité, de tes études et
de ton exercice dans l'art de guérir.

Salut et Fraternité.

Enfin, sa nomination est décidée et le Conseil de Santé
avertit VIGIER d'avoir à passer prendre sa lettre de service.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Conseil
de Santé

(1)

SALUT ET FRATERNITE

REPUBLIQUE
EGALITE

FRATERNITE

FRANÇAISE
LIBERTE

N° 35

LE GOUVERNEMENT PROVISoire DE
LA FRANCE EST REVOLUTIONNAIRE
JUSQU'A LA PAIX.

Les délais pour l'exécution des lois et des
mesures de Salut Public seront fixés, la
violation des délais sera punie comme un
attentat à la liberté.

Paris, le 17 Fructidor, an Troisième
de la République une et indivisible.

Le Conseil de Santé,

Au Citoyen Vigier, Pharmacien,
à Paris, rue Trainsée.

Le Conseil

La Commission de Santé te prévient, Citoyen,
que tu as été nommé pour être employé en
qualité d'Officier de Santé pharmacien dans
les hôpitaux militaires de la République.

En conséquence, tu voudras bien te ren-
au Conseil
dre, *aussi-tôt* la présente reçue à la Commission
de Santé, rue de Lille, n° 547, faubourg St-
Germain, pour y recevoir ta lettre de ser-
vice.

Salut et Fraternité,

GROSSIER.

A cette époque, la Commission de Santé chargée de l'organisation du Service de Santé change de nom, ainsi qu'il apparaît dans le texte du document précédent où le mot Commission est rayé et remplacé par le mot Conseil, changement confirmé par le décret suivant :

12 Pluviôse, An III.

La Convention Nationale, après avoir entendu les rapports de son Comité de Salut Public, décrète :

ART. 1^{er}. — La Commission portera à l'avenir le nom de Conseil de Santé, il sera composé de 15 membres (5 médecins, 5 chirurgiens, 5 pharmaciens).

Les 5 pharmaciens nommés étaient : BAYEN, PARMENTIER, HEGO, PELLETIER, BRONGNIARD.

A partir de cette époque, les Commissions d'Officiers de Santé seront signées du Ministre de la Guerre; quelques années plus tard, les nominations seront faites par Bonaparte, Premier Consul, elles porteront le titre de « brevet » au lieu de « Commissions » et contiendront un état des services et des campagnes.

Ci-joint la copie de la nomination de BOMPOIS comme pharmacien de 1^{re} classe.

BONAPARTE.

PREMIER CONSUL DE LA REPUBLIQUE (1).

LIBERTE

EGALITE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Brevet de Pharmacien de 1^{re} classe.

Détail des Services.

Campagnes.

Le 8 septembre 1792. — Nommé pharmacien de troisième classe pour l'hôpital de Briançon, par le Ministre de la Guerre Servan.

1^{er} août 1893. — Nommé pharmacien de 2^e classe pour l'Armée des Alpes, par le Commissaire Ordonnateur en Chef.

A fait la campagne depuis le 1^{er} août 1795 jusqu'à ce jour..

17 Ventôse, An II. — Passé à l'Armée des Pyrénées Occidentales par ordre du représentant du Peuple Beauchamp.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

25 Prairial, An II. — Promu au grade de 1^{re} classe par la Commission de Santé à Bayonne et commissionné par l'Ordonnateur en Chef de la dite armée, passé aux Armées de l'Ouest et d'Italie.

Floréal, An V. — Licencié.

2 Thermidor, An VII. — Commissionné pour l'Armée des Alpes, par le Ministre Bernadotte.

12 Thermidor, An VIII. — Nommé pour l'Armée d'Italie par le Ministre de la Guerre.

2 Germinal, An VIII. — Rappelé à l'Armée d'Italie par le Ministre Berthier.

Certifié et signé par le Commissaire
Chef

BONAPARTE, premier Consul de la République, prenant une entière confiance dans la capacité et la bonne conduite du citoyen J. B. Bompois, l'a nommé à l'emploi de pharmacien de 1^{re} classe de l'Armée d'Italie pour en remplir les fonctions sous les ordres du Commissaire Ordonnateur en Chef de l'Armée.

Mandé et ordonné aux Commissaires ordonnateur et Commissaire de guerre, aux Officiers de Santé et à tous ceux qu'il appartiendra de le reconnaître et faire reconnaître en sa dite qualité.

Donné à Paris, le 16 Germinal, An VIII.

Signé : BONAPARTE.

PHARMACIENS AYANT SERVI PENDANT LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Nous avons extrait des rapports d'inspection signalés dans les chapitres précédents, la liste par hôpital des pharmaciens employés pendant la campagne d'Italie; un certain nombre de ces états portent les appréciations du pharmacien Chef d'hôpital sur ses subordonnés; il nous a paru intéressant de les transcrire intégralement.

ÉTATS NOMINATIFS DES PHARMACIENS DE L'ARMÉE D'ITALIE

*Extrait des Rapports d'Inspection de GROSSIER, Inspecteur
Général. Brumaire, An 5.*

HOPITAL MILITAIRE DE PLAISANCE N° 1

Noms	Grade	Lieu de naissance	Age	Années d'études	Années de service
Joseph Barrère ...	Ph. 1 ^{re} cl.	Cannes	45 ans	8 ans	26 ans
		désire obtenir sa démission, raison de famille, et 2 frères morts. Mère octogénaire et à ce jour impotente.			
Antoine André ..	Ph. 3 ^e cl.	Brioude	20 ans	2 ans	2 ans
Ant. Villeneuve..	d°	Montrejeau	20 ans	2 ans	2 ans
Fr.-Louis Roy ..	d°	Grenoble	22 ans	1 an	3 ans
P.-Fr. Reverdit ..	d°	Bargemade	22 ans	6 mois	2 ans
Pascal Briançon ..	d°	Sisteron	20 ans	4 ans	3 ans
Isid. Compristo ..	Ph. 2 ^e cl.	Sijean ?	29 ans	4 ans	6 ans
Siomn Quet	Ph. 3 ^e cl.	Nîmes	20 ans	2 ans	3 ans
Ferd. Calamare..	d°	Plaisance	20 ans	2 ans	4 mois
Joseph Cigala ..	d°	Plaisance	24 ans	1 an	1 mois

HOPITAL MILITAIRE DE MILAN N° 1

Noms	Age	Lieu de naissance	Grade	Années d'études	Années de service	Habillement	Observations
Louis Rostagny.	28 ans	Le Luc	Phar. 2° cl.	11 ans	3 ans	En a reçu un. Accordé par le général en chef	Bon pharmacien, conduite irréprochable.
Simon Blod ...	22 ans	Perpignan	Phar. 3° cl.	5 ans	1 ^{er} avril 1782	d°	Faible, conduite assez régulière.
J.-Bte Bertot ...	23 ans	Caumont	d°	5 ans	1 ^{er} pluviôse An 2	N'en a pas reçu	Susceptible de remplir ses devoirs. Nouvellement arrivé.
Etienne Giraud ..	18 ans	Marseille	d°	3 ans	1 ^{er} nivôse An 3	d°	Faible, bon caractère, léger, encore enfant.
Joachim Richard.	31 ans	Mézières	d°	8 ans	5 ans	d°	Susceptible de remplir ses devoirs, nouveau arrivé; je ne connais pas ses mœurs.
Victor Tavernier.	23 ans	St-Canard	d°	5 ans	3 ans	En a reçu un. Accordé par le général en chef.	Susceptible de remplir ses devoirs. Peu d'éducation.
Antoine Colomb .	19 ans	Brioude	d°	4 ans	1 ^{er} messidor An 2	N'en a pas reçu.	Faible, conduite peu réfléchie.
Pascal Ravera ..	39 ans	Novana-Lombardie	d°	22 ans	25 fructidor An 4	d°	Bon pharmacien, nouveau; conduite inconnue.

Certifié sincère et impartial : signé, Pharmacien de 1^{re} classe,
chargé en chef des Hôpitaux militaires français de Milan.

signé : HUTIN.

HOPITAL MILITAIRE DE MILAN N° 2

Noms	Age	Lieu de naissance	Grade	Années d'études	Années de service	Habillement	Observations
Etienne Roux ..	24 ans	Marseille	Phar. 2° cl.	8 ans	4 ans	Non reçu.	Bon pharmacien. Mœurs honnêtes.
Félix Aulassier ..	19 ans	Hte-Loire	Phar. 3° cl.	1 an	18 mois	d°	Susceptible de remplacer, caractère doux et honnête.
Pierre Jousset ..	24 ans	La Ferté B.	d°	2 ans		d°	Bon pharmacien de 3° cl. Caractère doux. Bonne conduite.
Ant. Pranchoni ..	35 ans	Milan	d°	20 ans	1 mois	d°	Pharmacien nouvellement requis. Conduite inconnue.
Antoine Réali ...	23 ans	Tortone	d°	9 ans	1 mois	d°	d°
Antoine Cantin ..	26 ans	Milan	d°	12 ans	1 mois	d°	d°
François Cardani,	40 ans	d°	d°	20 ans	1 mois	d°	d°
Jean Ravizzo ...	20 ans	d°	d°	3 ans	1 mois	d°	d°
Baptiste Bay	23 ans	d°	d°	9 ans	1 mois	d°	d°

HOPITAL MILITAIRE DE MILAN N° 3

Noms	Age	Lieu de naissance	Grade	Années d'études	Années de service	Habillement	Observations
Louis-P.- Hutin . Mat. Malesherbes.	27 ans 22 ans	Mugny Pav. Paray-le-M.	Phar. 1 ^{re} cl. Phar. 2 ^e cl.	9 ans 2 ans	5 ans 3 ans	Reçu d°	Des connaissances, zèle, assiduité, conduite irréprochable.
J.-M. Malesherbes.	21 ans	d°	Phar. 3 ^e cl.	1 an	3 ans	d°	Susceptible de remplir ses devoirs, conduite irréprochable.
J.-Th. Chappelin.	22 ans	Baunières	d°	9 mois	2 ans	d°	Susceptible de remplir ses devoirs, zèle, assiduité, mœurs honnêtes.
Sylvain Moycaud.	19 ans	Bourges	d°	18 mois	2 ans	Non reçu	Susceptible de remplir ses devoirs, assiduité, conduite régulière.
Guil. Morand. . .	24 ans	Tarascon	d°	18 mois	2 ans	d°	Susceptible de remplir ses devoirs, caractère doux, mais un peu lent.
Guil. Rivaud . . .	20 ans	Angoulême	d°	4 ans	2 ans	d°	Susceptible de remplir ses devoirs, nouvellement arrivé, conduite inconnue.
Gaspard Léon . .	22 ans	Entrevaux	d°	6 mois	3 ans	d°	Faible, nouveau, conduite inconnue.
Joachim Méli . . .	20 ans	Rome	d°	8 ans	6 mois	Reçu	Bon pharmacien, conduite irréprochable.

HOPITAL MILITAIRE DE MILAN N° 4

Noms	Age	Lieu de naissance	Grade	Années d'études	Années de service	Habillement	Observations
Joseph Laval ..	30 ans	Puy-Miral	Phar. 2 ^e cl.	8 ans	26 mois	Non reçu	Bon pharmacien. Mœurs honnêtes, exact.
Joseph Buzzoni .	23 ans	Milan	Phar. 3 ^e cl.	8 ans	2 mois	d°	Bon pharmacien, nouvellement requis, conduite inconnue.
César Torri	22 ans	Brescia	d°	8 ans	1 mois	d°	d°
Vinc. Cavalloty .	29 ans	Milan	d°	16 ans	2 mois	d°	d°
Alex. Le Bell ..	21 ans	St-Gernin	d°	1 an	13 mois	d°	Faible mais assidu, bonne conduite.
Jean Arcelly ...	23 ans	Marianne	d°	8 ans	1 mois	d°	Susceptible de remplir ses devoirs.
Louis Buzzoni ..	22 ans	Milan	d°	6 ans	2 mois	d°	Fait son devoir, nouvellement requis, conduite inconnue.
Michel Dutier ..	35 ans	Château-G.	d°	10 ans	2 mois	d°	Bon pharmacien. Mœurs honnêtes.
Jean Dubargna ..	15 ans	Aiguillon	d°	2 ans	2 ans	d°	Des connaissances mais très léger.
Louis Camony ..	26 ans	Régio	d°	10 ans	4 mois	d°	Bon pharmacien, nouvellement requis, conduite inconnue.

HOPITAL MILITAIRE DE MILAN N° 5

Noms	Lieu de naissance	Grade	Age	Années d'études	Années de service	Observations
Joseph Burdin	Besançon	Pharm. 2° cl.	25 ans	4 ans	2 ans	Bon pharmacien, mœurs honnêtes.
Louis Brochier	Marseille	Pharm. 3° cl.	20 ans	3 ans	2 ans	Fait son devoir, bonne conduite.
Jean Thomas	Angoulême	d°	20 ans	3 ans	2 ans	d°
Toussaint-Devigne	Gy	d°	18 ans	1 an	4 mois	Conduite irréprochable.
Joseph Longhi	(Italien)	d°	24 ans	10 ans	3 mois	Bon pharmacien, conduite inconnue.
Alexandre Mouty	d°	d°	38 ans	24 ans	2 mois	d°

HOPITAL MILITAIRE DE CREMONE N° 1

Noms	Lieu de naissance	Age	Années d'études	Années de service	Grade	Observations
Joseph Médart	Toul	27 ans	12 ans	4 ans	Pharm. 2° cl.	Très intelligent, son service mérite de l'avancement.
Michel Martin	Romorantin	21 ans	2 ans	4 ans	Pharm. 3° cl.	Très intelligent.
Baptiste Coulange	Albar	23 ans	3 ans	3 ans $\frac{1}{2}$	d°	Fait bien son service.
Joseph Gachon	Crest	23 ans	3 ans	3 ans $\frac{1}{2}$	d°	Les médicaments sont de bonne qualité, pas de plainte de la part des officiers de santé en chef. Je manque de sucre et de miel.
Joseph Cepatini	Crémone	32 ans	3 ans	1 an	d°	

HOPITAL MILITAIRE DE CREMONE N° 2

Jacques Séradel	Bouleresserre	37 ans	3 ans	2 ans	Pharm. 1° cl.	Fait bien son service.
Joseph Rébée	Draguignan	24 ans	1 an	2 ans	Pharm. 3° cl.	
Bruno Jourdan	Cavaillon	37 ans	2 ans	2 ans	d°	
Joseph Vaudelly	Crémone	45 ans	10 ans	4 mois	d°	

HOPITAL MILITAIRE DE CREMONE N° 3

Noms	Lieu de naissance	Age	Années d'études	Années de service	Grade	Observations
Augustin Béquée	Avranches	28 ans	10 ans	5 ans	Pharm. 1 ^{re} cl.	
Antoine Trinquier	Aurillac	28 ans	1 an $\frac{1}{2}$	3 ans	Pharm. 3 ^e cl.	Très intelligent à son service.
Joseph Bousquet	Paris	22 ans	2 ans	5 ans	d°	Fait bien son service.
Guitasso Bartouly	Crémone	24 ans	2 ans	2 mois	d°	d°

Certifié véritable par moi, Pharmacien-Chef de 1^{re} classe, chargé du service des Hôpitaux de Crémone.

2 Frimaire, An V,
signé : SERRADELL.

HOPITAL MILITAIRE DE CODOGNE

Noms	Age	Grade	Lieu de naissance	Années de service	Observations
Vincent Fadie ..	24 ans	Ph. 2° cl.	Perpignan	3 ans $\frac{1}{2}$	Actif et vigilant, a soulagé ses frères d'arme.
Etienne Leydet..	20 ans	Ph. 3° cl.	Istre	2 ans	
Jacq. Clarion ..	20 ans	d°	(Seine)	2 ans	Faible complexion mais exact à son service.

Certifié véritable par moi, Pharmacien de 2° classe chargé du service.

Codogne, 29 Brumaire.

signé : FADIE.

HOPITAL MILITAIRE N° 1 DE LODY

Noms	Lieu de naissance	Age	Années d'études	Années de service	Grade
Benoît Foublanc.	d'Eauze (Gers)	23 ans et 6 mois	5 ans	depuis janv. 93	Ph. 3° cl.
Ch. Brambilla ..	de Landi (Italie)	22 ans	3 ans	dep. le 1 ^{er} fruct.	d°

26 Brumaire.

signé : FOUBLANC.

REPRODUCTION D'UN CERTIFICAT DE CIVISME



Citoyen Souverain
 Citoyen ami de la patrie de
 notre dame, Certifie que le citoyen la tour a toujours
 montré ^{depuis} la révolution le plus grand zèle et la plus
 grande activité, tant dans les fonctions civiques que nationales
 dont se font tous citoyens sont honoré, et qui a toujours
 fait son service en personne. Sufage de quoy nous ~~avons~~
 avons et notamment dans les années de 92 et 93 de
 quoy voir, Luy avons délivré le présent Certificat pour
 luy servir de valoir reçue de nous à Paris le
 neuf octobre mil sept cent quatre vingt deux L'an
 premier de la République française. ^{Paris}

2) Brigata

Mark Lane

mon Lieutenant de
la garde Prussienne

Neuenburg

I think M. Thiers

2. Bottom silk

Person *Leontine*

Nov. Ausbeute

— Drivan

Enclaves

Harry

William

Over. List

Cont. 27

L. Courtney

Oct. 1789. *capitulum* *cruciatum*
detestabile et mirum officium
miserum

Handy

Voyons à présent quels furent les états de service des pharmaciens de l'Armée d'Italie et tout particulièrement ceux des pharmaciens en chef.

Une correspondance suivie a du être échangée entre les pharmaciens en chef qui se sont succédés et le Conseil de Santé, mais il n'en reste aucune trace officielle. Seuls, les dossiers individuels de chacun d'eux nous ont donné quelques rares documents sur leur activité.

LES PHARMACIENS EN CHEF

L'Armée d'Italie vit se succéder pendant la période qui nous intéresse, à la tête de la Pharmacie Militaire, quatre Pharmaciens en Chef, ce furent : LACOUR, MULLER, BRONGNIART et LELUT. Deux d'entre eux sont morts à leur poste de maladies contagieuses contractées en service : Muller et Lelut.

LACOUR Antoine

Né à Clermont-Ferrand.

Membre du Collège de Pharmacie, 20 années d'études et d'exercice, fut tout d'abord pharmacien en chef de l'Hospice de l'Humanité de Paris, puis Pharmacien apothicaire Major au Camp de Meaux, il fut deux fois pharmacien en Chef de l'Armée d'Italie.

Nommé une première fois, il fut révoqué (à la demande du Comité de Salut Public, la Section de la Cité lui ayant refusé un certificat de civisme), nous avons retrouvé une lettre du 7 mars 1793, adressée par LACOUR au Ministre et accusant réception de sa nomination.

« Paris, 7 mars 1793.

Citoyen Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de ma nomination à la suite des hôpitaux ambulants de l'Armée d'Italie en qualité d'Apothicaire Major, je remplirai cette place avec tout le zèle que m'inspire la confiance dont vous m'honorez. Je partirai samedi prochain du courant, pour me rendre au poste qui m'est destiné.

Recevez, je vous prie, Citoyen Ministre, les sentiments de ma sincère et respectueuse reconnaissance.

« Signé : LACOUR. »

Cette nomination devait être de courte durée; en effet, le 25 août 1793, une Assemblée générale de la Section de la Cité refuse un certificat de civisme à Lacour et demande sa révocation.

SECTION DE LA CITE (1)

2° Division

*Faites révoquer Lacour et qu'il
soit remplacé.*

ASSEMBLEE GENERALE PERMANENTE

Séance du 25 août 1893, An III de la République une
et indivisible.

Présidence du Citoyen La Borey.

« Appert sur l'observation faite par un membre, que le
citoyen Lacour est conservé dans le poste d'Apothicaire qu'il
occupe à l'Armée, malgré le refus qui lui a été fait d'un
certificat de civisme, l'Assemblée arrête :

1° Qu'elle maintient son arrêté.

2° Que cet arrêté sera communiqué au Mniistre de la Guerre
en l'invitant à rappeler le Citoyen Lacour de la place
qu'il occupe à l'Armée.

Pour Extrait,

ROLLAN, Secrétaire.

L'Assemblée nomme pour Commissaires pour porter cet
arrêté, les citoyens Vanleck et Guilleminet ».

A la suite de cet arrêté, Gautier, adjoint au Ministre de
la Guerre écrit au Conseil de Santé la lettre suivante :

2° Div. 3° Sect. (2)
Hôpitaux Militaires

—
N° 3699.

Paris, le 28 août 1793, l'An
III de la République une et in-
divisible.

GAUTIER, Adjoint au Ministre de la Guerre.

Aux Citoyens composant le Conseil de Santé.

« Je vous préviens, Citoyens, que l'Assemblée Générale
de la Section de la Cité ayant refusé un certificat de civisme
au Citoyen Lacour, Apothicaire Major de l'Armée d'Italie et,
par un nouvel arrêté du 25 de ce mois qui a été commu-
nique au Ministre, et que je vous fais passer, ayant persisté
dans son refus; vous voudrez bien proposer sur le champ
un autre sujet au Ministre pour remplacer le Citoyen Lacour
dans ses fonctions.

« Signé : GAUTIER. »

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Archives du Ministère de la Guerre.

Nous avons cependant retrouvé deux certificats de civisme en date de 1792; l'un, de la Section Notre-Dame à Paris, l'autre de la commune de Meaux.

Voici le texte d'un de ces certificats : (1)

« Nous soussignés, Citoyens armés de la Section de Notre-Dame, certifions que le Citoyen Lacour a toujours montré depuis la Révolution, le plus grand zèle et la plus grande activité, tant dans les emplois civils que militaires dont ses concitoyens l'ont honoré et qu'il a toujours fait son service en personne et notamment dans la journée du 10 août. En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat pour lui servir et valoir ce que de raison. A Paris, le 9 octobre 1792, l'An I de la République Française. »

A ce moment, LACOUR est remplacé par MULLER qui devait mourir quelques mois plus tard, remplacé par BRONGNIART, ce ne sera que le 6 février 1795 que LACOUR sera nommé à nouveau pharmacien Chef de l'Armée d'Italie, en remplacement de BRONGNIART, appelé au Conseil de Santé.

Lacour fournit à ce moment, un certificat de civisme de la municipalité de Nice.

Le Conseil de Santé le présente alors comme pharmacien en Chef et le 16 Ventôse, le Comité de Salut Public approuve la nomination.

En date du 30 Ventôse, nous retrouvons une lettre de la Commission des Secours au Commissaire Ordonnateur de l'Armée d'Italie, l'avertissant de cette nomination.

Commission
des
Secours (2)

Paris, le 30 Ventôse, An III
de la République.

La Commission

au Commissaire Ordonnateur en Chef
de l'Armée d'Italie, à Nice.

La Commission te prévient, Citoyen, que le Comité de Salut Public a nommé pour pharmacien en Chef de l'Armée d'Italie, le Citoyen Antoine Lacour, en remplacement du Citoyen Brongniard, nommé membre de la Commission de Santé. En conséquence, aussitôt que ce Chef de Santé se

(1) Archives du Ministère de la Guerre; reproduction en hors-texte de l'original.

(2) Archives du Ministère de la Guerre.

présentera, tu le feras reconnaître en sa qualité et tu prendras les dispositions nécessaires pour que le traitement attaché à son grade lui soit payé à compter du jour de sa réception.

LACOUR restera jusqu'en 1798, époque à laquelle il est remplacé par LELUT. Nous retrouvons LACOUR à l'Hôpital de Valogne où malade, il demande un congé de deux mois pour se rendre à Paris consulter pour une maladie des yeux, il joint à l'appui de sa demande, deux certificats.

Arrivé à Paris, un certificat de Weuret lui fait obtenir un nouveau congé de six décades, voici le texte de ce certificat :

(1) « Je soussigné, Officier de Santé oculiste, certifie que le Citoyen Antoine Lacour, pharmacien en chef de l'hôpital militaire de Valogne, âgé de 47 ans, demeurant rue Barbe, maison de la manufacture d'eaux fortes, division de Bonne Nouvelle est entre mes mains pour une ophtalmie violente accompagnée d'engorgement dans le conduit des larmes. Que cet état de maladie exige des remèdes suivis, qu'en conséquence, il a besoin d'un séjour à Paris d'au moins six décades pour lui administrer les soins convenables. En foi de quoi, je lui ai délivré le présent certificat. »

A Paris, le 15 Ventôse, An VII.

Signé : WEURET.

Signature certifiée exacte par les Administrateurs
Municipaux du 6^e arrondissement.

MULLER Pierre-Alexis
né à Metz en 1745.

Membre du Collège de Pharmacie depuis 1781. Apothicaire Major en Chef de l'Armée des Pyrénées-Orientales en janvier 1793. Le 7 octobre 1793, il est nommé pharmacien Chef de l'Armée d'Italie en remplacement de Lacour, il y restera jusqu'au 1^{er} mai 1794, date de sa mort.

Nous avons retrouvé une lettre de MULLER au Ministre de la Guerre, lettre dans laquelle, MULLER demande un emploi dans l'armée.

(2) « Le citoyen Muller, Membre du Collège de Pharmacie, au Citoyen Pache, Ministre de la Guerre.

Le citoyen Muller, Membre du Collège de Pharmacie,

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

(2) Archives du Ministère de la Guerre.

rue de Grenelle-Saint-Germain, vis-à-vis la fontaine, patriote connu dans sa Section, depuis le mois de juillet 1789, vous expose que, par le fait de la Révolution, il a perdu toutes les ressources que lui offrait son état. Fournisseur d'une grande partie des ci-devants qui habitaient le Faubourg Saint-Germain, leur émigration, d'une part et les dettes qu'ils ont contractées de l'autre, l'ont forcé à consommer presque tous ses capitaux. Mais il est jeune encore et il vient vous demander avec la franchise d'un homme libre, de vouloir bien lui procurer un emploi relatif à son âge, soit dans Paris, soit dans les hôpitaux de l'Armée, soit dans une ville de garnison. »

C'est à la suite de cette demande, que MULLER fut nommé à l'Armée des Pyrénées-Orientales.

Le 7 octobre 1793, une lettre de l'adjoint au Ministre de la Guerre, adressée à l'Ordonnateur en Chef de l'Armée d'Italie, l'avertit de la nomination de MULLER, en remplacement de LACOUR.

2^e Division (1)

Le 7 octobre 1793, An II de la
République une et indivisible.

3^e Section
Hôpitaux Militaires
N^o 6553

L'adjoint au Ministre de la Guerre,
au Citoyen Eyssautier, Ordonnateur en Chef
de l'Armée d'Italie.

« Le Ministre ayant ordonné le remplacement du Citoyen Lacour, Apothicaire Major de l'Armée d'Italie, je vous préviens que le Citoyen Muller, Apothicaire Aide-Major principal de celle des Pyrénées-Orientales, a été nommé pour en remplir les fonctions.

En conséquence, vous trouverez ci-joint le brevet qui a été expédié en faveur de cet Officier de Santé, vous le lui ferez remettre et le ferez reconnaître en sa qualité afin qu'il puisse jouir du traitement qui est y attaché, à dater du jour porté par sa lettre de nomination. »

Arrivé à son poste, Muller avertit le Conseil de Santé qu'il prend possession de son poste et le mois suivant envoie un rapport sur l'état des services pharmaceutiques.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Armée d'Italie

Nice, le 30 Frimaire, An II
de la République.

Reçu au Service de Santé le
14 Nivôse, An II.

N° 32

21 janvier 1794.

MULLER, apothicaire-major,
aux Citoyens, membres du Conseil de Santé.

Citoyens,

Arrivé depuis dix jours au poste pour lequel vous m'avez désigné au Ministre, j'ai pris connaissance du Service que le Citoyen Lacour fait depuis neuf mois, j'y ai vu qu'avec peu de moyen il a rempli une tâche difficile et pénible et lorsqu'on succède à un citoyen rempli de zèle et d'activité pour le bien de ses compatriotes, surtout n'ayant point de coopérateur pour le seconder, il est impossible de faire mieux. J'espère que vous ne me laisserez pas dans la même pénurie, que vous voudrez bien me désigner un aide-major principal, zélé et intelligent, pour travailler de concert au bien du service.

Les sujets sont rares et difficiles à se procurer, cependant, d'après l'augmentation de l'armée, celle de Toulon faisant partie de celle-ci, il est nécessaire d'augmenter le nombre des pharmaciens, vu qu'étant surchargé de besogne il y en a toujours *quelqu'uns* de malades.

Salut et fraternité.

L'Apothicaire-Major,

Signé : MULLER.

Armée d'Italie (1)

Nice, le 20 Pluviôse, l'An II de
la République une et impéris-
sable.

21 février 1794.

MULLER, apothicaire-major de l'armée aux
sans-culottes, membres du Conseil de Santé,
à Paris.

Citoyens républicains,

J'ai reçu votre lettre en date du 16 Nivôse, je suis très sensible aux marques de confiance que vous me témoignez, je tâcherai de la conserver en faisant mon devoir en vrai républicain. J'y aurai répondu plus tôt, si, en me laissant le soin de vous désigner entre mes collègues, un apothicaire aide-major principal, je n'eusse appris qu'il y en avait un de nommé par le Commissaire ordonnateur de l'armée, sous Toulon, qui lui en a donné la Commission visée par les représentants du peuple, c'est le citoyen Mariatte, nouvellement arrivé à Nice, quoiqu'il ne soit pas le plus ancien des aides-majors, il paraît jouir de la confiance de ses collègues, tant par ses lumières que par son patriotisme. Je vous prie, en conséquence, de le désigner au Ministre, pour le confirmer dans cette place, et de vouloir bien m'indiquer le Service qu'il aura à remplir; il a été remplacé par le citoyen André Clève, il a été donné de même des places de sous-aides à deux anciens élèves qui sont les citoyens Hattez et Bequet.

Quant au citoyen Lasalle, dont vous me parlez, il est nommé aide-major depuis le mois de juillet dernier et commissionné du Ministre, c'est un ancien et bon serviteur qui désirerait être placé dans un hôpital sédentaire, plutôt qu'à l'ambulance.

Je vous envoie ci-joint, l'état des pharmaciens employés dans cette armée, ainsi que l'état des drogues et médicaments existant au magasin de pharmacie le 1^{er} de ce mois, la consommation faite pendant le mois Nivôse, le nombre des hôpitaux avec un aperçu des malades qu'ils ont ou qu'ils peuvent contenir et la qualité des pharmaciens attachés à chacun d'eux; vous verrez que, faute de pouvoir s'en procurer, les chirurgiens sont obligés de suppléer à ceux qui tombent malades et qui le sont gravement.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Les Officiers de Santé en Chef vous ont fait passer un état des pharmaciens qui n'avaient point de commission du Ministre; dans ce nombre, trois sont morts, ce sont les Citoyens Pelloquin, sous-aide, Gallot et Savournin, élèves. Pelloquin et Savournin laissent chacun une femme veuve et deux enfants, lesquelles m'ont fait demander si le décret du 7 août relatif au Service de Santé des Armées, était en vigueur, afin de pouvoir réclamer en leur faveur, l'article III du paragraphe 2 du titre IV.

Le citoyen Vaille, également porté sur cet état a demandé la permission de se retirer du Service, attendu son grand âge et ses infirmités, ce qui lui a été accordé.

Salut et fraternité.

Signé : MULLER.

Apothicaire-Major.

Le Conseil de Santé adopte les propositions faites par Muller dans son rapport.

LE CONSEIL DE SANTE

à

Muller, Apothicaire-Major de l'Armée d'Italie, à Nice.

Séance du
11 Ventôse, An II (1)

« Dis à l'Aide-Major qui en est chargé de se conformer en tous points aux ordres que tu lui donneras pour cette partie du service et que, sous aucun prétexte, il ne peut, ni ne doit s'en écarter.

Nous avons reçu Citoyen, ta lettre accompagnée du tableau des hôpitaux de l'Armée d'Italie et celui des pharmaciens qui sont sous ta surveillance et enfin l'état de situation du Magasin des Médicaments établis à Nice.

Le Conseil de Santé n'a que proposé encore au Ministre de confirmer la nomination des pharmaciens que l'urgence des besoins a fait employer provisoirement.

Nous t'observons que cet objet a été oublié dans le dernier état adressé par tes collègues et qu'il te reste à le remplir après

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

toutefois l'avoir revêtu des signatures et autres formalités requises.

Salut et Fraternité.

Les Membres du Conseil de
Santé: Parmentier, Bayen
et Pelletier.

MULLER meurt le 1^{er} mai 1794, des suites de maladie contagieuse contractée au Service.

Il sera remplacé par BRONGNIART.

BRONGNIART Antoine-Louis

né à Paris, en -742.

Reçu Maître Apothicaire en 1761. Démonstrateur de Chimie au Collège de Pharmacie et au jardin du Roi. Membre du Collège de Pharmacie. Professeur des Arts chimiques au Muséum d'histoire naturelle.

Apothicaire aide-major au camp de Saint-Denis sous Paris, 1792, Apothicaire-Major en Chef de l'hôpital militaire de Lyon, 1793; Pharmacien Chef de l'Armée d'Italie, en 1794; Membre du Conseil de Santé des Armées, 1795; Pharmacien Chef de l'Armée de Réserve à Dijon, 1799; Pharmacien Chef de l'Armée des Grisons, à Zurich, 1800; Licencié en 1801, mort à Paris, 24 février 1804.

Le 24 février 1793, le Ministre de la Guerre avertissait BRONGNIART de sa nomination à l'hôpital de Lyon.

« Paris, le 24 février 1793,

An I de la République.

(1) « Je vous prévien Citoyen que vous avez été désigné pour être employé à l'hôpital militaire de Lyon, en qualité d'apothicaire major. En conséquence, il est nécessaire que vous vous rendiez sans perte de temps à votre destination.

A votre arrivée, vous vous présenterez au Commissaire des Guerres chargé de la police dudit hôpital, lequel vous remettra le titre qui vous est nécessaire pour jouir à compter du 1^{er} de ce mois, du traitement réglé pour cette place. Il vous sera payé par le régiment trente sols pour vos frais de route.

« L'adjoint au Ministre de la Guerre,

« *Signé* : Illisible. »

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Le 12 Floréal An II Brongniart est nommé à l'armée d'Italie.

Hôpitaux militaires
Commission
de Santé
12 Floréal, An II
(1)

Liberté, Egalité, Fraternité
*Le Gouvernement provisoire de
la France est révolutionnaire
jusqu'à la Paix.*

ARMÉE D'ITALIE.

Hôpital ambulant.

Remplacement du Citoyen MULLER, Pharmacien en Chef,
par BRONGNIART.

« Le Conseil de Santé a été instruit par la correspondance des citoyens Heurteloup et Parmentier, tous deux membres du ci-devant Conseil de Santé et actuellement en mission dans les armées; que le Citoyen Muller, Pharmacien en Chef de l'Armée d'Italie était mort à son poste et comme il est urgent de pourvoir à ce remplacement.

La Commission de Santé présente à la Commission de Secours public de nommer à la place de pharmacien chef de l'Armée d'Italie, le Citoyen A. BRONGNIART, ci-devant apothicaire major de l'hôpital de Commune affranchie.

Fait à la Commission de Santé, le 12 Floréal, An II, de la République une et indivisible.

Les membres de la Commission de Santé :

Hégo, Bayen. »

Brongniart restera Pharmacien en Chef de l'Armée d'Italie jusqu'au 6 Ventôse, An III seulement. A ce moment, il est nommé membre du Conseil de Santé et remplacé par LACOUR, ainsi que nous l'avons mentionné. Il restera à ce poste jusqu'à la transformation du Conseil de Santé en inspection; à ce moment, BRONGNIART, nommé inspecteur se récuse, pour céder la place à BAYEN qu'il considère comme plus qualifié. Nous relevons, à ce sujet, un rapport des inspecteurs généraux appuyant cette demande.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

RAPPORT AU
Ministre de la Guerre

*Inspection générale
du Service de Santé*

Du 4 Germinal, An IV (1)

Le Citoyen Bayen, Pharmacien en Chef des armées depuis 1756, a rempli sans interruption les devoirs de sa place pendant quarante années avec un zèle, une intelligence et un désintéressement rares. Sa vie a été pleine et laborieuse, ses délassements mêmes ont été un vrai travail car il a consacré tous les instants que lui laissait l'exercice de ses fonctions à des recherches et à des expériences dont les résultats ont changé la face des sciences physiques et placent leur auteur au rang des chimistes les plus recommandables de l'Europe.

Aussi, le Citoyen Brongniart n'a pas plus tôt été informé de sa nomination à l'inspection générale du Service de Santé des armées, que, pénétré de vénération et de reconnaissance pour les longs services, l'âge et les savantes productions du citoyen BAYEN, il a demandé au Ministre comme une grâce particulière de céder à son ancien et à son maître le poste auquel il venait d'être appelé.

En donnant de justes éloges à une conduite aussi généreuse, les inspecteurs généraux n'ont pas balancé de rendre la même justice au citoyen BAYEN, ils ont, de plus, observé au Ministre que leur ancien collègue ayant le jugement sain, une excellente tête, le concours de ses lumières et de sa grande expérience devenait essentiellement utile aux travaux dont ils allaient être chargés. Ils ont, en conséquence, demandé au Ministre la permission d'indiquer pour le citoyen BRONGNIART un autre poste, où ses talents et son zèle trouvassent également de quoi s'exercer.

L'hôpital militaire du Val-de-Grâce étant particulièrement destiné à l'instruction, la pharmacie de cet établissement a besoin d'un Chef qui réunisse aux connaissances chimiques l'art de les communiquer par la voie de l'enseignement et le Citoyen Brongniart a toutes les conditions pour remplir avec fruit cette

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

mission honorable. Il a été employé dans les hôpitaux comme pharmacien de 1^{re} classe, ensuite en chef à l'Armée d'Italie, puis au ci-devant Conseil de Santé, enfin, il est connu avantageusement comme professeur de chimie au Muséum d'histoire naturelle.

Les Inspecteurs généraux croient, en conséquence, de voir proposer au Citoyen Ministre d'attacher à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce le Citoyen Brongniart en qualité de pharmacien en Chef avec le traitement d'Officier de Santé en Chef d'Armée, dont jouissent le médecin et chirurgien en chef de cet hôpital, de le charger spécialement du Service et de faire les cours de pharmacie, de chimie et de matières médicales applicables à la pharmacie.

Si le Citoyen Ministre adopte cette proposition, les inspecteurs généraux le prieront de rappeler à l'hôpital militaire de Lille le Citoyen Brullery, nommé depuis trois mois pharmacien en chef de l'hôpital du Val-de-Grâce qui se trouve maintenant à Metz, pharmacien en chef de l'Armée du Rhin et dont le désir est de revenir à son ancien poste où il a donné des preuves multiples de zèle et de talent distingués. Moyennant cette mesure, le citoyen Bayen serait l'un des six membres de l'inspection générale.

Les Inspecteurs généraux :

Signé : Parmentier, Vergez et Heurteloup. »

A la suite de ce rapport, le Ministre de la Guerre décide d'approuver les nominations proposées.

Bureau
de correspondances
particulières.

LIBERTE - EGALITE

Paris, le Germinal, An IV
de la République Française
une et indivisible.

(1) Le Ministre de la Guerre,
aux Inspecteurs généraux du Conseil de Santé.

La conduite généreuse que le Citoyen Brongniart vient de tenir à l'égard du citoyen Bayen ne fait que justifier de plus en plus la confiance qui m'avait porté à l'appeler près de moi comme inspecteur général, mais je soumettrai mon choix

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

aux considérations qui vous portent à croire que ce citoyen peut être plus utile comme pharmacien en chef de l'hôpital du Val-de-Grâce; j'approuve, en conséquence son remplacement par le citoyen Bayen et l'envoi à l'hôpital de Lille du Citoyen Bruloy.

Salut et fraternité.

Signé : PETIET. »

LELUT Pierre-Gabriel

né à Jy, district de Gray (Haute-Saône)

Résidait à Jy avant de venir à l'armée, il était pharmacien de l'hôpital civil depuis 1788. Maître en pharmacie depuis 1789 à Besançon, à l'armée depuis 1792.

Ses parents étaient chirurgien et pharmacien.

Nommé apothicaire aide-major : 31 mars 1792; pharmacien de 1^{re} classe : 31 mai 1893; pharmacien chef de l'armée des Ardennes, puis du Rhin en remplacement de Bruloy: mars 1796; adjoint au pharmacien chef de l'Armée d'Italie: novembre 1796; désigné pour l'armée d'Angleterre comme pharmacien chef adjoint : 20 février 1798; pour suivre l'expédition de la Méditerranée, ne peut partir avec la flotte, est désigné pour retourner à l'Armée d'Italie où il est nommé pharmacien chef, en remplacement de Lacour : octobre 1798.

Meurt à Nice du typhus, le 18 décembre 1799.

FERET Georges

né à Paris, le 1^{er} janvier 1767.

Nommé à l'Armée d'Italie pharmacien Chef : Nivôse, An IX. Vient de l'Armée de la Moselle, membre de la Légion d'honneur. Mort à 8 heures du soir dans la maison dit Casa Foclia, à Milan : 29 Thermidor, An XIII.

Acte de décès établi par l'Inspecteur aux Revues de l'Armée d'Italie.

Signé : FELIX.

LES PHARMACIENS DE 1^{re} CLASSE

BOISSET Bernard. Né le 16 janvier 1763, à Chambéry. Pharmacien sous aide-major au Camp de Meaux, 11 septembre 1792. Pharmacien aide-major de l'Armée des Alpes, 15 novembre 1792. En vertu d'une commission du Ministre Pache.

Confirmé pharmacien de 1^{re} classe à la même armée, 16 Vend. An IV, par commission des membres du Conseil de Santé. Confirmé pharmacien de 1^{re} classe, 17 brum., An IV, par brevet de la Commission de secours public. Passé à l'Armée d'Italie comme pharmacien de 1^{re} classe par ordre du Ministre de la Guerre : 3 Fructidor, An IV. Breveté pharmacien de 1^{re} classe par le Premier Consul : 16 Germ., An VIII. Désigné pour être chargé en chef du service de la pharmacie, de l'ambulance attachée au Corps d'armée commandé par le Général Gouvion Saint-Cyr, par les Officiers de Santé en chef de l'Armée d'Italie et approuvé par le Commissaire ordonnateur Joubert : 9 Prairial, An II. Rentré à l'Armée d'Italie pour cause de maladie, le 6 Therm., An XIII.

Boisset ayant perdu son brevet de pharmacien de 1^{re} classe remet une commission d'apothicaire aide-major au Commissaire de Guerre Lenoble pour obtenir un nouveau brevet.

Hôpitaux Militaires (1).

Armée d'Italie
Officiers de Santé
Certificat de remise
de commission et brevet.

« Je soussigné, Commissaire de la Guerre, faisant fonction d'ordonnateur chargé de la police supérieure des hôpitaux, certifie que le Citoyen Bernard Boisset, Pharmacien de 1^{re} classe m'a remis aujourd'hui une commission d'apothicaire aide-major à lui délivrée par le Ministre de la Guerre Pache, au bas de laquelle, ledit Boisset a déclaré avoir perdu, lors de la retraite, son brevet de pharmacien de 1^{re} classe en date du 17 Brumaire, An IV, laquelle doit être envoyée au Ministre de la Guerre pour être échangée contre une nouvelle Commission en forme de brevet signée de sa main, ainsi que le prescrit la décision du 18 Germinal dernier à moi transmis par l'Ordonnateur en chef Aubernom, le 29 Prairial suivant.

Le présent certificat délivré au dénommé ci-dessus pour lui valoir et servir ce que de raison.

A Gênes, le 1^{er} fructidor, An VII.

Signé : LENOBLE.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Nous donnons ici, à titre de document, la copie d'un brevet de pharmacien de 1^{re} classe délivré par BONAPARTE Premier Consul.

LIBERTE

EGALITE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Brevet de Pharmacien de 1^{re} classe.

Détail des services (1) :

Campagnes.

.....	
.....	
.....	
.....	

BONAPARTE, Premier Consul de la République, prenant une entière confiance dans la capacité et bonne conduite du Citoyen Bernard Boisset, l'a nommé à l'emploi de Pharmacien de 1^{re} classe à l'Armée d'Italie pour y remplir les fonctions sous les ordres du Commissaire Ordonnateur en Chef de ladite armée, mande et ordonne au Commissaire Ordonnateur et Commissaire des Guerres, aux Officiers de Santé et à tous qu'il appartiendra de le reconnaître et faire reconnaître en ladite qualité.

Donné à Paris, le 16 Germinal, An VIII.

Signé : BONAPARTE.

BOMPOIS J.-Baptiste. Né le 6 octobre 1770, à Montluçon. Nommé Elève en pharmacie à l'hôpital de Briançon, 8 septembre 92. Pharmacien sous-aide de 2^e classe, le 15 septembre 93. A l'Armée des Alpes jusqu'au 17 Vent., An II. Nommé pharmacien de 1^{re} classe à l'hôpital militaire de Saintes, licencié le 1^{er} Flor., An V; avec 3 mois de solde (Hôpital supprimé). Nommé pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, 1^{er} Vend., An VII. Commission de l'Ordonnateur en Chef Aubernon. Nommé pharmacien de 1^{re} classe à l'Armée des Alpes. Nomination du Ministre de la Guerre Bernadotte, 2 Therm., An VII. Nommé pharmacien chef à l'hôpital de Gênes, 29 Therm., An VIII, en remplacement de Thomas, pharmacien de 2^e classe, En congé pour maladie, Therm., An 11.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Nous avons pu retrouver un certificat de maladie de Bompois.

(1) Signalement et
signature du porteur.

Hôpital Militaire
de Gênes

Taille.
Visage.
Cheveux.
Front.
Yeux.
Sourcils.
Nez.
Bouche.
Menton.
Signature.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARMÉE D'ITALIE

CERTIFICAT DE VISITE

Nous, Officiers de Santé en Chef de l'Hôpital de Gênes, en vertu de la loi du 2 Thermidor de l'An I et de l'arrêté du Comité de Salut Public du 5 Brumaire de l'An III de la République Française certifions que le Citoyen Bompois, pharmacien de 1^{re} classe, employé en Ligurie, a essuyé il y a un mois une fièvre rémittente, gastrique, accompagnée de symptômes pernicieux; sa convalescence sera peut-être pénible et longue s'il ne change pas d'air.

En conséquence, nous estimons que le citoyen dénommé ci-dessus :

« Doit obtenir un congé de trois mois qu'il passera à Nevers, à son domicile habituel. »

Fait à Gênes, le 3 Thermidor de l'An XI de la République Française, une et indivisible.

Signés : VIGNAN, ...de l'Aulne.

Vu par le Commissaire des Guerres chargé de la police dudit hôpital et « faisant fonction d'Ordonnateur ».

Signé : L. DUFOUR.

DARBEZ Jacques. Né le 20 mars 1754, à Poitiers. Nommé pharmacien de 1^{re} classe à l'Armée d'Italie, le 15 Février 93. Licencié le 18 Pluviôse, An IV.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

DAVILORE Jean-Claude. Né à Grenoble (Isère). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée dirigée contre les Marseillais, puis à celle qui fit le siège de Toulon. Commissionné pharmacien de 1^{re} classe par les représentants du Peuple Gaspari et Salicète, affecté à l'Hôpital n° 2 de Toulon, le 14 Septembre 93. Employé pharmacien de 1^{re} classe au Magasin de médicaments de Nice.

DESIR Jean-Pierre. Né en 1771 à Paris. Apothicaire, sous-aide major de l'Armée d'Italie, Juin 1793. A l'Hôpital d'Antibes, Juillet 1793. A l'Hôpital de Vence, Août 1793. Pharmacien de 1^{re} classe, 23 Messidor, An III.

GAUTRON François. Né le 8 novembre 1766, à Nevers (Nièvre). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée du Midi, le 8 Septembre 1792. Pharmacien de 2^e classe, le 1^{er} Floréal, An II. Pharmacien de 1^{re} classe, le 1^{er} Messidor, An IV. Passé à l'Armée d'Italie, le 12 Fructidor, An IV. Désigné pour l'expédition d'Orient, le 4 Floréal, An VI. Chargé en chef du service de la suite de l'expédition, le 12 Fructidor, An VI. Revenu à l'Armée d'Italie, le 12 Vendémiaire, An VII. Décédé à Crémone, le 18 Mars 1806.

HUE François-Pascal. Né le 27 mars 1752, à Montpellier (Hérault). Pharmacien de 2^e classe à l'Hôpital de Courbevoie, le 13 Floréal, An II. Pharmacien de 1^{re} classe à l'Armée d'Italie, le 4 Ventôse, An III. Nommé à l'Armée d'Orient, le 7 Frimaire, An VIII.

JOFFRIN Pierre. Né le 1^{er} août 1765, à Noocourt (Haute-Marne). Nommé pharmacien sous-aide de 2^e classe provisoire à l'Hôpital militaire de Lyon, 1^{er} mai 1792. A l'Armée des Alpes jusqu'au 21 Brum. 93. Aide-major de 1^{re} classe à l'Armée de Toulon, 1^{er} Frim., An II. Pharmacien Chef provisoire à l'expédition maritime, 11 Pluviôse, An III. Pharmacien de 1^{re} classe, titulaire à l'Armée des Alpes, 30 Vent., An IV. Licencié, 4 Fruct., An V. Remis en activité le 25 Grust., An VI. Passe à l'Armée d'Italie le 15 Therm., An VI. Licencié par suite de la suppression d'un magasin de médicaments où il était alors, 7 Frust., An VIII. Gravement malade après l'évacuation de Rome et dirigé sur l'Hôpital d'Aix.

VERGESSE Jean-Nicolas. Né le 17 octobre 1768, à Atigni (Vosges). Entre à l'hôpital du Gros Caillou comme garçon de pharmacie en 1790, il obtient une commission d'élève en

mai 1792. Nommé pharmacien de 3^e classe à l'hôpital du Gros Caillou le 17 mai 1793, proposé en janvier 1795 par la Commission de Santé comme pharmacien de 3^e classe en supplément pour l'Armée d'Italie. Nommé par la Commission de Santé : (« A fourni les preuves de capacité requises par la loi ». Signé : Pelletier, Bayen, etc. »

Doit rejoindre à Nice, où il arrive en mai 1795.

Nommé pharmacien de 2^e classe en janvier 1797, alors qu'il se trouvait à l'hôpital de Villefranche.

Nomination faite sur la proposition des inspecteurs généraux du Service de Santé, par le Ministre de la Guerre.

En février 1802, nommé pour être employé temporaire-ment à l'hôpital militaire de Turin comme pharmacien de 2^e classe, avril 1803, pharmacien de 2^e classe à l'hôpital de Porto Ferragio à l'île d'Elbe. Nommé pharmacien de 1^{re} classe un an plus tard à l'hôpital de Longonne, à l'île d'Elbe.

Vergesse signale lui-même l'inutilité de ce poste. La pharmacie y est inexistante, le nombre des malades insignifiant à tel point que la pharmacie de Porto Ferraggio distante de deux lieues seulement est largement suffisante.

Nous avons retrouvé un certificat de l'hôpital du Gros Caillou, délivré à Vergesse pour joindre à l'appui de sa demande de départ aux Armées.

(1) « Hôpital Militaire de Paris,

Nous, Officiers de Santé en Chef de l'Hôpital militaire de Paris, certifions que le citoyen J.N. Vergesse est resté à cet hôpital depuis le 1^{er} août 1790, tant en qualité d'externe qu'en qualité de pharmacien de 3^e classe avec assiduité, zèle et fidélité.

Il a demandé lui-même son changement pour se rendre plus utile près des armées; c'est pourquoi nous lui avons délivré le présent pour lui servir et valoir.

A l'Hôpital du Gros Caillou, 13 Germinal, An III.

Signé : Mariotte, pharmacien en chef,

Théry, médecin,

Dufouart, chirurgien en chef.

Approuvé par le Commissaire des Guerres.

Signé : Illisible.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

Nomination de Vergesse comme pharmacien de 3^e classe
à l'Hôpital du Gros Caillou.

17^e Division
Hôpitaux Militaires
Commission
de pharmaciens
de 3^e classe pour
l'Hôpital du Gros Caillou
(1)

EGALITE LIBERTE
Au nom de la République

« Vu la lettre du citoyen Gautier, adjoint au Ministre de la Guerre en date du 19 mars de la présente année et l'état nominatif y joint arrêté par ledit citoyen Gautier.

Nous, Commissaire ordonnateur de la 17^e division militaire, nous avons en conséquence, commis et commettons par les présentes le citoyen J. N. Vergesse pour remplir les fonctions de pharmacien de 3^e classe auprès des citoyens qui seront admis à l'hôpital militaire de Paris au Gros Caillou et leur donner tous les secours et soins qu'ils ont droit d'attendre de son patriotisme dont il nous a justifié et ledit citoyen Vergesse jouira de la somme de 83 livres 6 sols d'appointements par mois à compter du 1^{er} mai dernier lesquels lui seront payés tous les mois sur les réserves du Commissaire des guerres chargé de la police dudit hôpital et il se conformera à toutes les lois, règlements et décisions concernant le service des hôpitaux tant sous nos ordres que sous ceux du Commissaire des guerres susdit et qu'il rendra journellement compte de tous les objets qui intéressent les services et le bien-être des malades confiés à ses soins en ce qui le concerne.

Fait à Paris, 30 Frimaire, An II. »

Nous retrouvons Vergesse au Val-de-Grâce, après avoir été licencié une fois, comme pharmacien aide-major; son grade de pharmacien major lui sera d'ailleurs rendu. Licencié à nouveau, nous trouvons en 1815 des lettres adressées au Ministre de la Guerre demandant à être réintégré étant donné sa situation de famille.

Entre temps, en 1812, il fut affecté à Corfoue ainsi qu'en fait foi une lettre adressée par lui au Ministre de la Guerre, Monseigneur le Duc de Feltre, dans laquelle il réclamait une indemnité de 150 livres allouée comme gratification pour les soins mis pendant l'année 1812 à la distillation de vins détériorés faisant partie de l'approvisionnement de Corfoue.

Cette gratification fut confirmée le 5 octobre 1812 par une lettre du Ministre de la Guerre.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

VIGIER Nicolas. Né à Moulins, 5 mars 1742. Thermidor, An III. Inspecteur des hôpitaux militaires depuis Ventôse, An II, sous l'autorisation du Comité de Salut Public, jusqu'à Floréal An III, époque du rappel des dits inspecteurs. Nommé pharmacien-major à l'hôpital de Parme, 8 août 1806. Breveté pharmacien de 1^{re} classe, le 16 Germ., An VIII. Mis en congé pour 3 mois en attendant la mise à la retraite pour raisons de santé, 6 octobre 1810.

(1) Certificat des Officiers de Santé de l'Hôpital de Parme:

« Nous, Officiers de Santé en Chef de l'Hôpital militaire de Parme, certifions que notre collègue Nicolas Vigier, pharmacien-major a été atteint cet hiver dernier d'une fausse pleurésie, bilieuse et spasmodique qui a donné pendant quelques jours de vives craintes sur ses suites et que, depuis cet instant, il a toujours été tourmenté d'une toux convulsive qui annonce la gêne et l'embarras des poumons et qu'enfin, dans ce moment, il est dans un état de fièvre, de maigreur et de faiblesse qui, joint à une ancienne difficulté de marcher et, à son grand âge (70 ans), le met dans l'impossibilité de continuer son service. »

Parme, le 24 juillet 1810.

Signé : LACOSTE.

AUTRES PHARMACIENS

ANDRE Guillaume. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, Juillet 1793. Passé à l'Armée des Pyrénées-Orientales, le 12 Messidor, An III. Passé à l'Armée d'Italie, le 4 Frimaire, An V. A l'Armée d'Angleterre, An VI. Dirigé pour l'expédition de Toulon, Vendémiaire. Retourne à l'Armée d'Italie le 11 Fructidor, An VII. Licencié le 6 Frimaire, An IX.

ANDRE Antoine. Né le 14 juin 1775, à Brioude (Haute-Loire). Pharmacien sous-aide, requis à l'Armée d'Italie, le 3 Février 1795. Pharmacien sous-aide major titulaire, le 10 Mars 1796. Était à l'Armée d'Italie. Passé à l'Armée d'Angleterre, le 6 Nivôse, An VI. Faisait partie de l'expédition de Toulon. Désigné le 19 Vendémiaire, An VII, comme pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie. Licencié par mesure générale, le 2 Août 1801. Pharmacien sous-aide aux Hôpitaux militaires de la 26^e Division, le 22 Janvier 1807. Pharmacien aide-major à la Grande-Armée, le 2 Mai 1808. A l'Armée d'Espagne, le 20 Novembre 1808. Pharmacien-major, le 21 Janvier 1813. Licencié par mesure générale, le 16 Août 1815.

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

BERTOT Jean-Baptiste, né à Caumont (Calvados). Pharmacien en surnuméraire, requis à l'Hôpital Militaire de Poissy, le 6 Septembre 1794. Commissionné pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 20 Pluviôse, An III. Requis pour l'expédition d'Egypte comme pharmacien de 2^e classe, le 1^{er} Floréal, An VI. A fait le service dans les hôpitaux militaires d'Alexandrie pendant le siège de ladite place. Rentré en France, le 3 Avril 1802. Désigné pour l'expédition de Saint-Domingue, comme pharmacien de 2^e classe, nomination annulée, le 22 Juin 1802, par son refus de suivre cette destination. Commissionné pour l'Armée d'Egypte le 20 Octobre 1807, comme pharmacien aide-major. Pharmacien-major, le 18 Septembre 1811. Licencié le 1^{er} Juin 1814.

BLAVET Jacques. Né à Nice. Pharmacien de 3^e classe à l'Hôpital d'Antibes, 18 Messidor, An II. Affecté à la Division de Nice, Fructidor, An V. Licencié sur sa demande le 30 Frimaire, An VI.

BOIS François-Louis. Pharmacien élève, affecté à l'Armée des Alpes, le 5 Mars 1793. Pharmacien de 3^e classe, le 11 Prairial, An II. Affecté à l'Armée d'Italie à Nice, An III. Nommé pharmacien à l'Hôpital de l'île de Corse, le 4 Germinal, An VI. Affecté à l'Armée d'Italie à l'Île d'Elbe, le 6 Floréal, An VIII.

BOUCHER Narcisse, Né à Meulan, âgé de 21 ans. Pharmacien de 3^e classe, à l'Hôpital de Mantoue. Confirmé pharmacien de 3^e classe et envoyé à Milan, 5 Fructidor, An XII.

BOURBIER Pierre-Louis. Né à Vesoul, le 8 octobre 1779. Requis pharmacien de 3^e classe aux Hôpitaux de l'Armée du Nord, 15 Prairial, An III. Licencié le 6 Brumaire, An V. Réemployé comme pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, 25 Vendémiaire, An IX.

BORELLY Hyacinthe. Né le 22 août 1777, à Avignon. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 18 Ventôse, An III. Commissionné par Eyssautier, Ordonnateur en Chef. Désigné pour l'Armée d'Egypte.

BOYER Vincent-Louis. Né le 22 février 1774, à Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), fils de Antoine-Vincent (maître apothicaire) et de Magdelaine-Marguerite Degouat. Pharmacien élève ou de 3^e classe provisoire à l'Armée d'Italie, le

1^{er} Juin 1793. Pharmacien de 3^e classe titulaire à ladite armée, le 9 Nivôse, An VII. Près des troupes françaises en Ligurie, le 14 Thermidor, An IX. Pharmacien aide-major à l'Armée de Naples, le 15 Juin 1806. A l'Armée d'Italie, le 27 Juin 1909. A l'Armée du Portugal, le 4 Décembre 1810. Disponible, le 16 Juillet 1813. Au corps d'observation d'Italie, le 30 Août 1813. Licencié par mesure générale, le 1^{er} Juin 1814. Pharmacien sous-aide à l'Hôpital militaire de Belle-Île, le 18 Novembre 1814. Pharmacien aide-major au même hôpital, le 20 Octobre 1817. Pharmacien-major au Quartier Général de l'Armée des Pyrénées, en Espagne, le 2 Juin 1823. Employé à l'Armée d'occupation, Hôpital militaire de St-Sébastien, le 27 Janvier 1824. Admis à la retraite par décision du 23 Juin 1827. Admis à une pension militaire de retraite de 1.800 francs par Ordonnance Royale, du 25 Novembre 1827.

Campagnes : 1^{er} Juin 1793 au 1^{er} Août 1801 : Armée d'Italie. 1^{er} Août 1801 au 15 Juin 1806 : Division Française en Ligurie. 16 Juin 1806 au 16 Juillet 1813 : Armée d'Italie, de Naples et de Portugal. 20 Août 1813 au 31 Mai 1814 : Corps d'observation d'Italie. 1^{er} Mai 1815 au 20 Novembre 1815 : Belle-Île. 6 Juin 1823 au 18 Août 1827 : Espagne.

BRIANCON Pascal. Né à Sisteron, âgé de 19 ans. Employé aux hôpitaux de l'Armée d'Italie depuis le 12 Pluviôse, An II. Nommé provisoirement à l'Hôpital de Toulon par les Inspecteurs généraux, le 29 Prairial, An II. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, Hôpital de Plaisance, 3 Avril, An VI.

BROCHIER Louis. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie. Affecté à l'Hôpital de Milan n^o 5.

BRULARD Nicolas. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 4 Frimaire, An V. Passé à l'Armée d'Angleterre, An VI. Désigné pour l'expédition de Toulon, le 3 Floréal, An VI. Nommé pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, le 12 Floréal, An VII. Réformé pour raison de santé, le 15 Nivôse, An VIII.

BURDIN Gabriel-Joseph. Né le 26 février 1772, à Besançon (Doubs), fils de Anne-François et de Jeanne-Françoise Delin. Pharmacien élève de 3^e classe au Camp sous Paris, le 8 Septembre 1792. Passé à la Division du Général Valence, le 6 Décembre 1792. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée des Ardennes, le 14 Avril 1794. Pharmacien de 1^{re} classe, requis

à l'Armée d'Italie, le 26 Novembre 1797. Titulaire à l'Armée d'Helvétie, le 27 Mars 1798. Pharmacien de 3^e classe à l'Hôpital de Besançon, le 5 Avril 1800. Licencié, le 12 Décembre 1801. Pharmacien-major à l'Armée d'Espagne, le 2 Février 1808. En demi-solde le 1^{er} Juillet 1814. Il était dans cette position, le 1^{er} Juillet 1818 et y est resté jusqu'au 2 Novembre 1828 inclusivement, date de l'accomplissement de ses trente ans de services. A obtenu une pension de 1.575 francs, par Ordonnance Royale du 7 Décembre 1828.

Campagnes : du 8 Septembre 1792 au 1^{er} Décembre 1792 Camp sous Paris; du 6 Décembre 1792 au 21 Mai 1801, Armées des Ardennes, d'Italie, d'Helvétie et du Rhin; du 15 Février 1808 au 30 Mai 1814, en Espagne.

COLOM Antoine. Né à Nîmes (Gard). Pharmacien sous-aide à l'Armée d'Italie, le 1^{er} Ventôse, An II. Pharmacien de 1^{re} classe, le 12 Floréal, An II. Réformé le 11 Ventôse, An IV. Pharmacien de 2^e classe, Armée d'Italie, le 15 Thermidor, An VI. Pharmacien de 1^{re} classe, le 21 Vendémiaire, An VII. Nommé de 2^e classe, le 27 Germinal, An VIII. Licencié le 30 Brumaire, An IX. Réintégré comme pharmacien de 1^{re} classe, le 15 Frimaire, An IX. Pour la seconde expédition d'Egypte, le 15 Frimaire, An IX. Licencié à nouveau, le 26 Floréal, An IX. Passé par réquisition du Général en Chef Murat, à Florence, en qualité de chirurgien-major de sa garde, du 5 Messidor, An IX au 4 Frimaire, An X. Pharmacien sous-aide à l'Armée de Dalmatie, le 13 Mai 1806. Pharmacien aide-major, le 28 Février 1808. Décédé à l'Hôpital de Colmar, le 26 Mars 1818.

COSTE Joseph. Né le 15 décembre 1774, à Marseille (B.-du-R.). Fils de Esprit et de Marie-Anne Coste. Pharmacien sous-aide, requis pour l'Armée d'Italie, le 7 Pluviôse, An III. Confirmé pharmacien, sous-aide à l'Armée d'Italie, le 20 Ventôse, An IV. Requis pharmacien sous-aide par le citoyen Eyssautier, commissaire ordonnateur de la 8^e Division militaire pour être employé à la seconde expédition maritime à Toulon, le 11 Ventôse, An VI. Licencié le 13 Vendémiaire, An VII (l'expédition n'ayant pas eu lieu). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 9 Nivôse, An VII. Nommé à l'Armée de Naples, le 15 Juin 1806. Passé à la 8^e Division Militaire à Toulon, le 4 Juillet 1811. Passé au corps d'observation de l'Italie méridionale, le 16 Août 1811. Licencié par mesure générale, le 22 Juillet 1814. Mis en demi-solde depuis cette époque jusqu'au 7 Juin 1815. Commissionné de nouveau comme pharmacien sous-aide, le 7 Juin 1815, à l'Hôpital militaire de Toulon. Licencié, le 1^{er} Septembre 1815.

COURBON Joseph-Augustin. Né le 28 Août 1774, à Corbières (Basses-Alpes). Sous-lieutenant au 1^{er} Bataillon du district de Forcalquier, du 25 Septembre 1793 au 20 Décembre 1794. Pharmacien de 3^e classe requis à l'Armée d'Italie, le 21 Décembre 1794. Pharmacien de 3^e classe, titulaire à la même armée, le 10 Mars 1796. Passé à l'Armée de Naples, le 15 Juin 1806. Pharmacien aide-major à l'Armée de Naples, le 30 Juin 1808. Passé à l'Armée d'Italie, le 27 Juin 1809. Pharmacien-major à la Grande Armée, le 1^{er} Mai 1813. Licencié par mesure générale, le 1^{er} Juin 1814. En demi-solde ledit jour jusqu'au 25 Septembre 1824, date de l'accomplissement de ses trente ans de services. A obtenu une pension de retraite de 1.778 fr. par Ordonnance Royale du 22 Février 1826.

Campagnes : Du 25 Septembre 1793 au 21 Décembre 1794 : Armée d'Italie; du 21 Décembre 1794 au 26 Juillet 1810 : Armées d'Italie et de Naples. Du 16 Novembre 1810 au 1^{er} Mai 1815 : Armée d'Italie. 1^{er} Mai 1813 au 30 Mai 1814 : Grande Armée.

DELACROIX Noël-Charles. Pharmacien à Chartres, demande à être nommé pharmacien Major à l'Hôpital de cette ville, le 28 Juillet '93. Refusé. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée du Danube, le 22 Messidor, An VII. Nommé à l'Armée d'Italie, le 27 Germinal, An VIII. A l'Armée d'Orient, le 14 Pluviôse, An IX.

DELESTRA Marin. Né le 9 février 1770, à Belley (Ain). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée des Pyrénées Orientales, le 19 Germinal, An III, à Bayonne jusqu'au 3 Thermidor, An IV. Nommé pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, le 12 Thermidor, An IV.

DEVIGNE Toussaint. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 4 Frimaire, An 5. Passé à l'Armée d'Angleterre, Pluviose, An 6.

DUBESSY Louis. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée des Alpes, le 4 Frimaire, An IV. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, Pluviôse, An VI.

FADIE Vincent. Né le 16 novembre 1772, à Perpignan. Nommé pharmacien de 3^e classe pour l'Armée des Pyrénées-Orientales le 23 mai 1793. Nommé Pharmacien de 7^e classe

pour l'Armée d'Italie par le Comité de Salut Public, 1^{er} Fructidor, An III. Confirmé dans ce grade par le Ministre de la Guerre, 29 Fructidor, An VI. Confirmé par le Ministre Carnot, 27 Germinal, An VIII. Confirmé par le Ministre Berthier, 29 Vendémiaire, An IX.

FIORENTINI Joseph. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 13 Messidor, An VI. Désigné pour l'Armée d'Orient, démissionnaire, Thermidor, An VIII.

FLAMENT Claude-Cyprien. Né le 11 juin 1764, à Soissons. Pharmacien élève à l'Hôpital de Guéret, le 10 Avril 1793. Pharmacien de 3^e classe au même hôpital, le 30 Ventôse, An II. Licencié, le 19 Pluviôse, An IV. Réemployé à l'armée de l'intérieur, le 30 Ventôse, An IV. A l'Armée d'Italie, 1^{er} Nivôse, An V. Pharmacien de 2^e classe, 1^{er} Messidor, An V. Pharmacien de 1^{re} classe, 1^{er} Floréal, An VI. Passé à l'Armée d'Egypte. Licencié en 1815.

FOUVENT Charles. Né le 1^{er} Août 1775, à Jy (Oise). Repuis pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, 1^{er} Thermidor, An V. Licencié le 30 Fructidor, An IX.

GACHON André. Né à Vic (Gard). Employé aux Hôpitaux de la République de l'Armée d'Italie, comme pharmacien de 3^e classe, le 1^{er} Septembre 92. Pharmacien de 2^e classe, le 1^{er} Vendémiaire, An 4. Passé à l'Armée d'Orient. Réformé le 1^{er} Juin, An X.

GACHON Louis-Antoine. Né le 12 Décembre 1772, à Crest (Drôme). Pharmacien sous-aide, requis à l'Armée d'Italie, Décembre 1792. Versé à l'Armée d'Orient.

GALONIE Jean-François-Chrisostome-Augustin. Né le 4 octobre 1771, à Saint-Laurent-d'Olt (Aveyron). Réquisitionné à l'Armée d'Italie comme pharmacien de 3^e classe, le 27 Pluviôse, An II. Confirmé 3^e classe, le 20 Ventôse, An IV. Passé à l'Armée d'Orient, le 1^{er} Floréal, An VI.

GIRARD Louis. Né à Toulon. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, en 1793. Passé à l'Armée d'Egypte, le 6 Floréal, An II.

HUGUES Joseph. Né à Manosque. Pharmacien de 3^e classé à l'Armée d'Italie. Désigné pour l'expédition de Toulon, le 27 Ventôse, An VI. Réformé en Germinal, An X.

JOURDA Joseph-Philippe. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 22 Messidor, An VIII. Passé à l'Île de Malte, le 6 Frimaire, An VIII. Réformé le 20 Prairial, An II.

LAPEYRE Pierre. Né le 3 décembre 1768 à Granges-Dames (Dordogne). Pharmacien, élève à l'Hôpital de Perpignan, le 19 août 1792. Apothicaire aide-major à l'Armée des Pyrénées-Orientales, le 26 Juin 93. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, le 3 Germinal, An V. Licencié le 7 Février 96. Remis en activité comme pharmacien de 1^{re} classe, le 12 Floréal, An VII. A l'Armée de Saint-Domingue, le 15 Frimaire, An II.

LEBEL Nestor-Alexandre. Né le 16 février 1775, à Saint-Cernin (Aveyron). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie le 1^{er} Vendémiaire, An III. Confirmé pharmacien de 3^e classe le 21 Messidor, An VI. Passé à l'Armée d'Orient, le 6 Frimaire, An VIII. Nommé à l'Armée d'Italie, le 27 Germinal, An VIII. Licencié. Remis en activité le 17 Frimaire, An IX.

LEMAISTRE Jacques. Né le 4 novembre 1771, à Montvilliers (Seine-Inf.). Entré au service en qualité de pharmacien de 3^e classe pour être employé au camp sous Meaux, le 1^{er} Septembre 1792. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée du Nord, le 1^{er} Novembre 1792. Pharmacien de 1^{re} classe, le 1^{er} Floréal, An II. Passé à l'Armée d'Italie par ordre du Ministre de la Guerre Millet-Murau, pour être chargé en chef du Magasin des médicaments établi à Marseille, le 1^{er} Floréal, An VII. Appelé à Milan, le 24 Brumaire, An IX, par ordre du pharmacien en Chef de l'Armée d'Italie. Passé au Corps d'Armée commandé par le Général Gouvien Saint Cyr dans le Royaume de Naples, le 9 Prairial, An XI. Appelé au quartier général de ladite armée, le 16 Thermidor, An XIII, pour être chargé de la Direction Supérieure du Service pharmaceutique. Confirmé à l'Armée de Naples, le 15 Juin 1806. En congé de 5 mois, le 7 Novembre 1808. Démissionnaire, le 3 Février 1809.

LEMAIRE Nicolas. Né à Blacourt (Oise). Pharmacien de 3^e classe, à l'Hôpital de Ruell. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, An III. Pharmacien de 2^e classe à l'Hôpital de Toulon, le 25 Fructidor, An V.

LE ROY Jean-Joseph. Né à Uzès, dans le Gard, le 7 août 1778. Requis pharmacien de 3^e classe à l'armée des Alpes, 26 Thermidor, An II. Titularisé à ladite armée, le 30 Ventôse, An IV. Nommé à l'Armée d'Italie, le 1^{er} Brumaire, An VIII. Versé

à l'Hôpital militaire de Moncallier, à Milan, le 14 Thermidor, An IX. Licencié par mesure générale, le 15 Brumaire, An XI.

(1) Certificat du 6 Vendémiaire, An III.

« Je soussigné, pharmacien chef de l'Hôpital militaire de Grenoble, certifie à qui il appartiendra, que le Citoyen Joseph Leroy a travaillé chez moi en qualité d'élève en pharmacie, l'espace de deux années et ensuite pendant deux années 91 et 92, à la pharmacie dudit hôpital; pendant lequel temps, je l'ai reconnu très propre dans l'exercice de son art, par les progrès qu'il y a faits relativement à son âge, ainsi que beaucoup d'honnêteté et de dextérité, en foi de quoi, je lui ai délivré le présent certificat pour lui servir en cas de besoin.

Signé : BIOT, pharmacien Chef.

LIOTARD, pharmacien aide-major.

Vu le Commissaire des Guerres :
GERBOUT.

LE ROY, Gabriel-Louis-Marie-Jean. Né le 1^{er} octobre 1768, à Prunay-sous-Ablis (Seine-et-Oise). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, 15 Thermidor, An VI. Réformé pour infirmité, 14 Prairial, An IX. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, 19 Frimaire, An IX. Affecté au Magasin de médicaments de Turin, 4 Vendémiaire, An XIV. Passé à l'Armée d'Egypte, 14 Novembre 1807.

MASSON Pierre-Antoine. Né à Beaune, le 11 Mars 1778. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée de réserve, le 29 Avril 94. Passé à l'Armée d'Italie, le 12 Octobre 95. Désigné pour l'Armée d'Orient, en 1801.

MEDART Joseph. Pharmacien requis Armée de Toulon, 13 Pluviôse, An II. Nommé pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, 29 Messidor, An III. Licencié le 20 novembre, An IV.

Le 2 Brumaire, An VI, Médart écrit à Scherrer, Ministre de la Guerre :

« Citoyen, vous avez dû recevoir une lettre de moi en date du 22 Thermidor, An V, par laquelle, je réclamaï auprès de vous, les indemnités accordées aux Officiers de Santé renvoyés dans leur foyer, indemnités qui..., etc. »

Il demande, en terminant, si possible à être réemployé.

A cette lettre est jointe une note signée PARMENTIER et disant :

(1) Archives du Ministère de la Guerre.

« Les réformes qui s'opèrent partout ne permettent point d'accueillir la demande du citoyen Médart pour être replacé, mais il a des droits à l'indemnité qu'il réclame. »

Le 9 Frimaire, An VI, une lettre du chef de la 3^e Division de la Guerre au Citoyen Médart, pharmacien, rue Saint-Martin à Marseille, lui fait savoir qu'on ne peut le réemployer mais qu'il s'adresse au Commissaire des Guerres de Marseille pour avoir son indemnité.

POTIER Michel-François, fils de Pierre et d'Anne Dubuet. Requis pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 10 Décembre 1798. Licencié le 17 Septembre 1800. Nommé pharmacien de 3^e classe, à l'Armée d'Italie, le 16 Août 1803. Licencié le 4 Mars 1805. Pharmacien sous-aide à l'Armée d'Italie, le 19 Septembre 1805. Pharmacien sous-aide à l'Armée d'Espagne, le 20 Novembre 1808. Nommé aide à la même armée, le 14 Avril 1809. Fait prisonnier de guerre par les insurgés près de Vittoria, en 1809.

POUBLE Antoine. Pharmacien élève, désigné pour l'ambulance des Pyrénées Occidentales, le 18 Juin 93. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée des Pyrénées Orientales, 1^{er} Thermidor, An II. Passé à l'Armée d'Italie, le 3 Germinal, An V. Versé à l'Armée d'Angleterre, le 6 Nivôse, An VI.

PICARD Pierre-Edouard. Né à Cheux, commune de Granville (Calvados). 15 mois de pharmacie chez Le Boigne, pharmacien à Rouen. 7 mois dans la Vendée, dans le 2^e bataillon de la Garde Nationale de Rouen. Demandé par Brizoux, pharmacien Chef de l'Hôpital de Caen, au Conseil de Santé, pour être employé officiellement comme pharmacien à l'Armée, demande signalant ses mérites et sa situation difficile, 25 Pluviôse, An III. Proposé par le Conseil de Santé, en réponse à la demande de Brizoux, comme pharmacien de 3^e classe pour l'Armée d'Italie, 22 Ventôse, An III.

Le 19 Frimaire, An IV, Picard écrit au Conseil de Santé pour lui faire savoir que, depuis 9 mois, qu'il est nommé pharmacien de 3^e classe, il a été hospitalisé 2 mois à Lyon en rejoignant son poste (du 22 Floréal au 11 Messidor) puis à l'Hôpital n° 2 d'Aix, du 1^{er} Fructidor au 1^{er} Brumaire, An IV.

Il demande son changement d'armée et son affectation à l'Armée des côtes de Cherbourg (son pays natal).

Le 3 Nivôse, An IV, le Conseil de Santé refuse sa demande en raison qu'on ne peut grever le budget des frais de déplacement nécessaires et que, si l'air d'Aix lui est néfaste, on lui conseille de s'adresser aux Officiers de Santé en Chef qui lui donneront une place dans un autre hôpital de l'armée ou de demander son licenciement.

PREVOST Jean-Louis. Né le 14 juillet 1776, à Noyon (Oise). A servi dans le 25^e régiment de cavalerie depuis le 13 Mars 1793 jusqu'au 24 Nivôse, An II. A reçu deux coups de feu et coups de sabre le 14 Octobre, au blocus de Maubeuge. Commissionné le 9 Prairial, An II, comme pharmacien de 3^e classe à l'armée de l'Intérieur. Passé à l'armée des Pyrénées Occidentales, le 2 Floréal, An III. Passé à l'Armée de l'Ouest. Requis pour l'Armée d'Italie, le 2 Vendémiaire, An VI. A été fait prisonnier à Turin, à la retraite de l'An VII à l'Hôpital Militaire de la Place, qu'il avait ordre de ne point quitter. Licencié le 1^{er} Vendémiaire, An VIII. Réintégré pour l'Armée d'Italie, le 5 Messidor, An VIII. Confirmé par le Ministre, le 14 Frimaire, An IX. Nommé à l'Hôpital de Mantoue, du 19 Nivôse, An X au 9 Prairial, An XI. Passé à l'Armée de Naples, le 9 Prairial, An XI. Passé à l'Armée d'Italie, le 16 Janvier 1806. Promu pharmacien aide-major, le 1^{er} Avril 1808.

QUED Simon. Né à Nîmes, âgé de 19 ans. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie à Mantoue, An III. S'y trouvait encore An VII.

REQUIER Jean-Baptiste. Né à Montignac (Dordogne). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 1^{er} Nivôse, An II. Réformé le 28 Pluviôse, An VIII.

REVERDIT Paul-François. Né à Bargemont. Elève en pharmacie depuis huit mois. Nommé pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie. Affecté à l'Hôpital de Plaisance n^o 1.

ROSTAGNY, Louis. Né à Draguignan, étudiant ou exerçant la pharmacie depuis dix ans. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, 1^{er} Octobre 1793. Pharmacien de 2^e classe à l'Hôpital de Milan.

ROUSSEL Jean-Pierre. Né à Rambervillers (Vosges). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie.

SALETTE Alexandre. Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie le 3 Germinal, An V. Requis pour l'expédition maritime de Toulon. Passé à l'Armée d'Orient.

TAVERNIER Victor. Né à Aix, le 1^{er} août 1774. Nommé pharmacien de 3^e classe par l'Ordonnateur en chef Eyssautier pour l'Armée du Midi, 1^{er} avril 92. Versé à l'Armée d'Italie, confirmé dans son grade, 27 Germ., An VIII. Nommé pharmacien aide-major, 29 juin 1809. Nommé aux îles Ioniennes

sur proposition des Officiers de Santé en chef de l'Armée d'Italie, approuvée par le Commissaire des Guerres Colette, 13 décembre 1810. Licencié, 30 juillet 1814. Admis à la demi-solde après plusieurs réclamations avec une retraite de 450 francs, 21 mai 1818.

TOURNEL François. Né à Draguignan (Var). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, le 29 Messidor, An 3. Réformé sur son refus de passer à Saint-Domingue, le 21 Pluviôse, An 6.

TRASTOUR Dominique. Né à Antibes. A étudié et exercé la pharmacie chez son père pendant deux ans. Pharmacien de 3^e classe, 1^{er} Septembre 1792. Commissionné le 9 janvier 93.

VAUTIER Jean-Baptiste. Né à Lunéville. Pharmacien aide-major depuis le 21 Juillet 1792, Hôpital St-Pierre à Châlon. Parti pour l'Armée du Nord. Versé à l'Armée d'Italie, pharmacien de 1^{re} classe, An VI.

VENANT Barthélémy. Pharmacien, élève à Grenoble, le 30 Floréal, An II. Pharmacien de 3^e classe, Armée des Alpes, le 2 Fructidor, An II. Passé à l'Armée d'Italie, le 4 Frimaire, An V. Passé à l'Armée d'Angleterre, le 20 Prairial, An VI. Pharmacien de 2^e classe désigné pour l'expédition de Toulon, le 13 Vendémiaire, An VII. Revenu à l'Armée d'Italie, le 22 Pluviôse, An VII.

VIARD Emilien. Né à Semur (Côte-d'Or). Pharmacien de 3^e classe à l'Armée d'Italie, en 1796. Passé à l'Armée d'Angleterre, en 1797. Mort à Jaffa, en 1799.

VIGOULETTE Justin-Denis. Né à Montflanquin (Lot-et-Garonne). Pharmacien de 3^e classe à l'Hôpital de Courbevoie. Pharmacien de 2^e classe à l'Armée d'Italie, An V. Désigné pour l'Armée d'Orient, n'est pas parti. Réformé le 28 Pluviôse, An VI.

CONCLUSION

Nous pensons avoir réussi, au cours de cette étude, à donner un aperçu de ce que fut la pharmacie militaire pendant cette Campagne.

Nous avons vu les difficultés qu'eurent à surmonter les pharmaciens d'alors pour accomplir correctement leur tâche.

Au cours de nos recherches, nous avons pu entrevoir ce que fût la vie de quelques-uns des Maîtres de notre profession, nous sommes heureux d'avoir choisi cette époque de l'histoire, époque qui eut la chance de posséder en même temps trois des noms les plus célèbres de la Pharmacie Française : BAYEN, PARMENTIER et BRONGNIARD.

Vu et approuvé
Nancy, le 3 Juin 1937
Le Doyen de la Faculté de Pharmacie.
P. PASTUREAU.

Vu et permis d'imprimer
Nancy, le 5 Juin 1937
Le Recteur de l'Académie,
L. BRUNTZ.
Président du Conseil de l'Université.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	9
Avant-Propos.. .. .	11

I. — LES RÈGLEMENTS DU SERVICE DE SANTÉ

Règlement du 3 Ventose An II.	15
Règlement du 30 Floréal An IV.	22

II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE SANTÉ

1. Les Hôpitaux et leur fonctionnement.. . . .	41
2. Les Médicaments et le Matériel.. . . .	53
3. Le Personnel pharmaceutique.. . . .	69
Pharmaciens ayant servi pendant la Campagne d'Italie..	81
Les Pharmaciens en Chef	93
Les Pharmaciens de Première Classe.. . . .	106
Conclusion.	123

J. PEYRONNET & C^{ie}, Éditeurs

7, rue de Valois — Paris (1^{er})

1937

